Cité

G. Camps, J. Gascou, A. Raymond et L. Golvin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/2293>

DOI : [10.4000/encyclopedieberbere.2293](https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.2293)

ISSN : 2262-7197

Éditeur

Peeters Publishers

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 1994

Pagination : 1980-2014

ISBN : 2-85744-696-9

ISSN : 1015-7344

Référence électronique

G. Camps, J. Gascou, A. Raymond et L. Golvin, « Cité », *Encyclopédie berbère* [En ligne], 13 | 1994, document C74, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/2293> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.2293>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Cité

G. Camps, J. Gascou, A. Raymond et L. Golvin

Les cités numides et maures (G. Camps)

Origines

- 1 Pendant les temps puniques, les royaumes libyens, qu'ils soient numides ou maures, ne sont pas, comme les auteurs antiques le prétendent, des territoires sauvages, peuplés de nomades, maintenus dans un état d'inculture totale. Depuis longtemps, en fait, les tribus possédaient des marchés, un ou plusieurs lieux de refuge, des hameaux voire des villages dont l'autochtonie ne fait aucun doute. Nous ne sommes pas sûr, en revanche, que les vrais villes, les cités, aient la même origine ; encore est-il nécessaire de distinguer les villes de l'intérieur de celles du littoral.
- 2 Dès avant le règne de Massinissa, quelques textes révèlent l'existence de villes intérieures (Thugga, Théveste, Cirta) que nous avons tout lieu de croire d'origine indigène. Mais sur la côte, ce sont des villes phéniciennes ou fondées par Carthage qui assurent la vie économique de la Numidie. Pendant la durée du royaume numide et même pendant le premier siècle de la domination romaine, on assiste à un phénomène général dont l'importance ne saurait être négligée : toutes les cités, quelles que soient leurs origines, leur localisation et leur importance, prennent, en Numidie, mais aussi dans la royaume maure, un aspect punique dans leur administration comme dans toutes les formes de civilisation.
- 3 Dès les origines mêmes de Carthage nous voyons face à face deux entités : la ville marchande orientale, issue d'une vieille culture citadine, et une certaine souveraineté libyenne identifiée à Hiarbas, roi des Mazices, selon Eustathe, c'est-à-dire des Imaziyen, roi des Maxitani selon Justin, c'est-à-dire des habitants du futur Pagus Muxi, circonscription territoriale de Carthage à l'époque romaine après l'avoir été à l'époque punique. Cette souveraineté libyenne se maintint pendant des siècles puisque jusqu'au milieu du v^e siècle av. J.-C, Carthage continua à lui payer tribut pour le sol qu'elle occupait.

- 4 De la rencontre de ces deux entités, orientale et africaine, est né le fait punique. Ce n'est pas la simple transplantation sur la terre africaine de ce qui était à Sidon et à Tyr. Si la tradition punique fut si vivace chez les anciens africains c'est que précisément elle ne leur était pas étrangère mais constituée au milieu d'eux, au sein de cités où l'onomastique essentiellement sémitique n'arrive pas à cacher l'apport ethnique africain.
- 5 Il est certes facile d'opposer Carthage et son empire, tel que nous le connaissons au IV^e siècle, et les royaumes numide et maure, mais lorsqu'on examine de plus près les données géographiques on devine une imbrication quasi inextricable de deux puissances. Lorsque, au IV^e siècle le Pseudo Scylax, après les avoir cités, dit que tous les comptoirs ou villes de Libye depuis la Grande Syrte jusqu'aux Colonnes d'Heraklès appartiennent aux Carthaginois, on pourrait douter de la puissance, voire de l'existence des royaumes numide et maure si, au même moment elle n'était prouvée par la construction de monuments de l'ampleur du Médracen*.
- 6 Si une hostilité réelle, durable, avait subsisté entre Carthage et les Africains comme le laisserait croire la liste des guerres ou révoltes que S. Gsell a collationnées chez les auteurs anciens, on ne comprendrait pas comment de petites bourgades, même entourées de remparts, auraient pu se maintenir en un long et fragile chapelet tout le long du littoral numide et maure. Quand on examine, à la suite de G. Vuillemot les ruines du misérable comptoir de Mersa Madakh fondé avant le VI^e siècle et ruiné une première fois avant d'être abandonné définitivement au III^e siècle, on demeure sceptique devant l'affirmation du Pseudo-Scylax. Plus qu'à une domination strictement définie et affirmée nous pensons à un tissu très lâche de relations entre trois pôles : le comptoir phénicien assujéti tardivement à Carthage, la métropole punique et les royaumes indigènes. Quelle qu'ait été la puissance de Carthage elle ne pouvait imposer par la force aux rois numides, ou aux chefs de tribus, sa domination sur les établissements côtiers. Il est sûr qu'en 206, Portus Sigensis à l'embouchure de la Tafna, appartenait, en toute souveraineté à Syphax ; Tite Live précise même (XXVIII, 17) que les navires carthaginois n'osèrent attaquer les quinquérèmes de Scipion lorsque celles-ci eurent pénétré dans le port. Un an plus tard, en 205, une ville aussi importante que Thapsus-Rusicada (l'actuelle Skikda) appartenait au roi des Massyles ; or ces deux cités figuraient dans la liste du Pseudo-Scylax comme possession carthaginoise. Une trentaine d'années auparavant les armées carthaginoises conduites par Amilcar traversaient Massylie et Masaesylie pour se rendre, par terre, en Espagne, et en 219-218 Hannibal mobilisait 4 000 hommes dans les villes métagonites. Faut-il penser, que Syphax se rendit maître de ces villes littorales et que le fait se produisit vers 213 lorsque, pour un motif que ne mentionnent ni Tite-Live ni Appien, il entra en guerre contre Carthage ? L'affaire avait été jugée si grave que le gouvernement carthaginois dut faire revenir Asdrubal d'Espagne et incita Gaïa, roi des Massyles, à attaquer son puissant voisin masaesyle. Quel pouvait être ce péril sinon précisément l'occupation des villes littorales qui coupait les relations entre Carthage et l'extrême Occident !
- 7 Ces cités littorales portent presque toutes un nom phénicien, certaines un nom phénico-libyen, telle Russucuru, d'autres purement berbère comme Siga. On se demande si toutes ces villes n'étaient que des créations puniques ou ibéro-puniques et si on ne doit pas tenir compte de créations spontanées, c'est-à-dire africaines. Que des bourgades littorales reçoivent dès leur origine les productions méditerranéennes carthaginoises, ioniennes, attiques est un fait tellement normal et universel qu'il ne

peut être présenté comme un argument scientifiquement valable en faveur de leur origine propre ; mais que les sépultures des habitants de ces villes contiennent, en outre, un mobilier authentiquement indigène et identique à celui des tombes rurales et qu'elles révèlent des rites funéraires peu répandus chez les Phéniciens, voilà des indications non négligeables sur la qualité du peuplement de ces cités.

- 8 Bien qu'elle portât un nom peut-être d'origine phénicienne et que sa culture fut entièrement punique, Cirta*, capitale des Numides massyles, ne fut jamais une ville sous domination carthaginoise et encore moins une fondation phénicienne. Nous avons cité le cas d'une autre capitale numide, la ville de Siga, citée également comme possession carthaginoise. La troisième ville qui retiendra notre attention est Volubilis qui occupe une situation plus continentale au pied du massif du Zerhoun au Maroc. Cette ville du royaume maure existait plusieurs siècles avant le roi Juba II dont elle fut peut-être une capitale. L'une des inscriptions puniques découvertes au centre de Volubilis a l'avantage de nous donner quelques lumières sur l'organisation du royaume maure et sur l'administration de la cité. Le nombre de générations indiquées permet d'affirmer que la ville existait déjà certainement au milieu du III^e siècle et vraisemblablement bien avant. Phénomène déjà constaté à Cirta, Thubursicu Bure, Maktar, Dougga, les noms phéniciens alternent avec les noms berbères dans la même famille.
- 9 En plus de ces villes numides et maures ayant eu les fonctions de capitales, il faudrait citer d'autres villes qui, malgré leur nom phénicien, sont situées à l'intérieur des terres, telles Macomades et Tipasa de Numidie, Calama, Zucchabar dans la future Maurétanie césarienne. A vrai dire toutes les villes des royaumes numide et maure, qu'elles soient littorales ou continentales, qu'elles portent un nom phénicien ou berbère, sont toutes d'authentiques foyers de culture punique.

Dolmen en avant du rempart numide de Dougga (Photo G. Camps)

L'administration des cités. Le cas de Dougga

- 10 Plusieurs inscriptions libyques ou bilingues libyques-puniques de Dougga (*R.I.L.* 1 à 11) ont permis à J. Février de tenter de définir la constitution municipale de cette ville à l'époque numide. En suivant cet auteur on pourrait reconnaître en premier lieu le Conseil des citoyens au nom duquel se fit la construction du temple de Massinissa, (*R.I.L.* 2) puis un roi éponyme dont la fonction est annuelle ; ce GLD (aguellid*) est distinct du roi des Massyles devenu, depuis Massinissa, roi des Numides. Viennent ensuite deux MWŠN, fonction qui dans le texte punique est rendue par l'expression « Chef de cent » (*Rbt m't*), un MŠŠKW qui est transcrit tel quel en punique, un GZB, transcrit *gzby* en punique, un GLDMŠK, rendu en punique par « Chef de cinquante » (*'dr hms h'sd*), un GLDGMYL transcrit et non traduit en punique.
- 11 J. Février avait tenté d'identifier ces différents titres ou fonctions et pour cela, en orientaliste éminent, il parlait des données puniques puisque certains noms étaient traduits en cette langue et que l'on était en droit de penser que le système carthaginois avait servi de modèle. Dans cette optique, il allait, non sans une certaine témérité, proposer une explication même pour des fonctions dont on ne connaissait pas l'équivalent punique. En précisant qu'il ne s'agissait que de simples hypothèses, il suggérerait que le MŠŠKW était un magistrat chargé des questions financières et que le GLDGMYL pouvait être le chef des prêtres.
- 12 La hiérarchie municipale de Dougga serait donc, selon J. Février, constituée ainsi : Le roi éponyme : GLD
 Les deux chefs des Cent : MWŠN
 Le chef de cinquante : GLDMŠK
 Le responsable des finances : MŠŠKW
 Le ? : GZB
 Le grand prêtre : GLDGMYL
- 13 Il est remarquable que même dans cette tentative inspirée largement du modèle carthaginois apparaît la profonde originalité de l'administration municipale de cette ville numide. On note, en premier lieu l'absence des sufètes, fonction largement répandue en Afrique et qui se maintiendra dans de nombreuses villes jusqu'au II^e siècle de notre ère (voir *infra*). Dans l'épigraphie libyque de Dougga un seul personnage porte le titre de sufète (alors que le nom propre, écrit ŠFT, est très répandu), il s'agit de Zilalsan père de Gaïa et grand-père de Massinissa qui tous deux portent le titre de roi (GLD en libyque, MMLKT en punique). Ce qui fait penser que Zilalsan, s'il a été sufète, le fut ailleurs qu'à Dougga. Il serait imprudent de croire que les deux MWŠN, cités immédiatement après le « roi », étaient en fait les sufètes de Dougga ; si cela avait été le cas leur titre aurait été traduit en punique par *šft*, or nous l'avons vu, ils sont qualifiés de chef des Cent, ce qui laisse entendre qu'il s'agit, plutôt que des chefs de la garnison, des présidents d'un conseil de cent membres qui, comme à Carthage, exerçaient une magistrature suprême. Inutile de préciser que les fonctions de grand prêtre et de responsable des finances prêtées respectivement au GLDGMYL et au MŠŠKW sont entièrement hypothétiques et ne reposent sur aucun argument linguistique.
- 14 Malgré son caractère conjectural, l'étude de J. Février fut favorablement accueillie. Mais on devait reconnaître, à sa suite, que ces inscriptions de Dougga révélaient une organisation municipale qui finalement devait peu aux phéniciens.

- 15 L'étude de ces titres et fonctions a été reprise vingt ans plus tard par S. Chaker qui tout en saluant les mérites de J. Février à une époque où les études berbères n'avaient pas encore connu le développement que les travaux de Rössler, Garbini, Prasse, Galand et Chaker lui-même leur ont donné depuis. Les progrès réalisés dans la connaissance du berbère ancien justifiait une nouvelle tentative d'interprétation appuyée, cette fois, sur le libyque, forme archaïque du berbère.
- 16 En exploitant des racines considérées comme pan-berbère et sur d'autres inscriptions libyques trouvées en dehors de Dougga, S. Chaker propose d'autres lectures de ces titres et fonctions précédemment assimilés par hypothèse à des magistratures carthagoises. Ainsi MWŠN (le « Chef des Cent » en punique) présente la structure, classique en berbère, d'un nom d'agent (préfixe « am ») issu d'une racine *WŠN et signifierait : le « sage », « homme expérimenté », dont l'équivalent serait le kabyle *amussnaw* et le touareg *amussen*. MŠŠKW, non traduit en punique qui se contente de transcrire le mot, dépendrait d'une racine pan-berbère ŠKW : construire, dresser, édifier. Il s'agirait donc, non pas d'un « responsable des finances » mais de l'architecte ou du responsable de la construction. Avec quelque hésitation, S. Chaker propose de traduire l'énigmatique GZB par « gardien, surveillant, inspecteur des travaux ». Quant à GLDMŠK, rendu en punique par l'expression « chef des cinquante », titre connu aussi en Algérie centrale sur la stèle de Lakhdaria, S. Chaker, après K. Prasse, opte pour la traduction : « chef des maçons » ou « chef de la construction », en s'appuyant sur la racine SK qui serait une variante de ŠKW. Le sens de GLDGMYL demeure obscure mais « dans la logique du système de titres établis précédemment » S. Chaker propose de voir dans le GLDGMYL le chef d'une catégorie d'artisans.
- 17 Les propositions de S. Chaker sont donc très différentes de celles de J. Février. Mais pas plus que la précédente cette nouvelle lecture des titres ou fonctions libyques de Dougga (et d'ailleurs) n'est pleinement convaincante. Ces titres nouvellement expliqués présentent une certaine redondance ; on trouve côte à côte un responsable de la construction, un chef des maçons, un surveillant des travaux sans oublier le responsable d'une autre catégorie d'artisans.
- 18 On ne comprends pas davantage la citation sur la simple dalle non équaree de Lakhdaria la mention d'un chef des maçons (GLDMŠK). Le fait que ce titre apparaisse à la fois aux deux extrémités du royaume numide laisse entendre qu'il s'agit plutôt d'une fonction administrative ; le personnage de la stèle de Lakhdaria est porteur d'une canne courte à pommeau (sceptre ?) et tient un globule ou anneau, signe de pouvoir qui apparaît sur presque toutes les autres stèles kabyles à personnages héroïques ou divinités (voir Abizar*). On retiendra aussi que si ces différentes fonctions étaient aussi courantes que l'annonce leur intitulé supposé, on ne comprendrait pas qu'elles n'aient pu être traduites en punique et que les autres aient reçu, en punique, un sens aussi éloigné de la traduction berbérissante proposée par S. Chaker. Comment expliquer qu'un chef des maçons (GLDMŠK) soit identifié à un « Chef de cinquante » ('*dr hms h'sd*) et qu'un « sage » (MWŠN) soit *Rbt m't*, c'est-à-dire « chef ou président des Cent » ?
- 19 Nous devons donc rester très prudents dans l'interprétation de ces textes aussi précieux que difficiles à exploiter. Ils n'en témoignent pas moins d'une organisation et d'une hiérarchie municipale originales.

Les sufètes

- 20 A l'époque numide, nous l'avons dit, Dougga ne semble pas posséder de sufètes (à moins que ceux-ci ne s'identifient aux deux MWṢN, ce qui paraît peu probable).
- 21 Cependant une inscription latine de 48-49 après J.-C. mentionne des sufètes à Dougga, comme si les anciennes fonctions libyques avaient été remplacées par des magistratures de type punique.
- 22 Dans les autres villes nous ne connaissons que le terme de cette évolution, car les documents sont généralement tardifs. C. Poinsoy a dressé en 1953 la liste des villes africaines ayant été administrées par des sufètes ; beaucoup sont situées dans la province d'Afrique, c'est-à-dire près de Carthage. On peut penser que ces cités, depuis leur création, n'ont pas connu d'autre administration. Mais les villes situées dans le royaume numide sont en nombre égal encore que certaines, comme Cirta, ne sont pas dénombrées bien que des monnaies et des stèles fassent connaître deux magistrats éponymes qui paraissent bien avoir été des sufètes. Or, confirmant l'opinion exprimée *supra*, les deux séries de documents qui attestent l'existence de ces deux magistrats à Cirta sont rédigées en caractères néopuniques de basse époque, alors que les stèles à écriture punique ne donnent d'autres indications chronologiques que les années de règne de Massinissa ou de ses fils. Ainsi à Thugga, comme à Cirta, l'organisation du sufétat est certainement postérieure au règne de Micipsa.
- 23 Carte des cités gouvernées par des sufètes à l'époque romaine

- 24 Une forme de cette évolution, entre l'administration de type indigène et celle de type punique avec deux sufètes, se marquait peut-être dans certaines villes du royaume par l'existence de trois sufètes. Alors que Carthage et presque toutes les villes africaines eurent deux sufètes, Mactar, Althiburos et Thugga eurent trois sufètes en exercice. Il s'agit vraisemblablement, comme le pense G. Charles-Picard, d'une institution

africaine, qui peut avoir influé sur l'organisation d'un pouvoir royal collégial. A Calama, une inscription cite en même temps deux *sufètes* et un *princeps*. Or ce *princeps* est un magistrat et non point un chef de tribu : sur l'inscription, l'un des *sufètes* est le frère du *princeps*, tandis qu'une autre inscription mutilée mentionne un personnage qui fut *sufète* et *princeps*.

- 25 A l'époque romaine certaines bourgades de l'ancien royaume numide ou du territoire punique eurent à leur tête des *magistri* (ou *magistrati*). L'origine de cette fonction est peut-être très ancienne, bien que certains auteurs pensent qu'il s'agit d'une création romaine.
- 26 Il ne paraît pas imprudent de penser que toutes les cités avaient à leur tête, en plus des magistrats, un conseil ou une assemblée du peuple qui détenait la souveraineté locale. Le fait est d'autant moins douteux que Carthage possédait une assemblée et un conseil de 300 membres et que les villages kabyles ont encore leur *djemaa* qui a les compétences d'un conseil municipal. Rares sont cependant les documents faisant état de ces assemblées dans les villes africaines : ce sont d'abord quelques malheureuses phrases glanées çà et là dans les textes : à Vaga, un conseil existait au II^e siècle d'après Apien, des *principes*, ancêtres des *décursions* de l'époque romaine, sont mentionnés dans la même ville au temps de Jugurtha et des « anciens », à Theveste dès le III^e siècle av. J.-C. Ce sont aussi des inscriptions : à Thugga, les citoyens (cités avant les magistrats) élèvent un temple à Massinissa ; un « *mizrach* », que les uns considèrent comme un simple collège religieux, est connu à Mactar un . Des monnaies municipales enfin voient leur caractère précisé par la mention des « citoyens » qui en ont ordonné la frappe : c'est le cas de certaines séries monétaires de Tingis et de Lixus. On ne connaît pas de telles émissions en Numidie.

Le roi et les villes

- 27 Quoi qu'en ait dit Gsell (*Hist. anc, Af. du N.*, t. v, p. 132), les rois étaient représentés par des gouverneurs dans certaines villes, sinon dans toutes, des textes formels ne peuvent être révoqués en doute. Syphax nomme dans les villes de Massylie qu'il a conquises des *praefecti*, et pendant la guerre de Jugurtha, Metellus entre facilement en rapport avec les préfets du roi qui sortent des villes et des villages pour l'accueillir et lui offrir du blé (*Bel. jug.*, LXVI, 2). Ces préfets commandaient non seulement les garnisons, quand une armée régulière fut organisée dans le royaume, mais surtout ils assuraient le recouvrement de l'impôt. On sait enfin que de nombreuses villes renfermaient les « trésors » royaux et devaient être le siège de circonscriptions financières : comment croire que ces caisses n'étaient pas sous l'administration directe des rois ? Ainsi une ville comme Mactar, qu'aucun texte historique ne mentionne à l'époque numide, était déjà suivant l'opinion de G. Charles-Picard, à la tête d'un important district fiscal sous les rois. Des soldats, peut-être des vétérans, avaient, semble-t-il, contribué au peuplement de cette ville.
- 28 J'ai émis l'hypothèse que certaines villes qualifiées de *regia*, bien que n'ayant jamais été capitales, devaient leur titre à leur situation particulière, soit qu'elles aient appartenu au souverain, soient qu'elles aient été situées sur un domaine royal.
- 29 *Regia* n'est pas un substantif mis en apposition au nom de la ville mais un adjectif qui s'accorde avec ce nom, ainsi à *Zama Regia* (féminin) correspond *Hippo Regius* (masculin). Cette remarque suffit à dénier le sens de « résidence royale » (substantif *regia*) à ce mot

qui n'est qu'un adjectif signalant un rapport quelconque entre la ville et le roi. Si on ajoute enfin que les rois se déplaçaient facilement et qu'il existait des capitales régionales – ainsi Micipsa est peut-être mort à Cherchel –, on arrive à la conclusion que les rois exerçaient un contrôle assez étroit sur les villes et que celles-ci leur étaient en définitive plus assujetties que les tribus numides.

Monnaies de villes maurétaniennes.

Les n° sont ceux de J. Mazard ; 631 et 632 : Lixus, 589 : Tingi, 582 : Tamuda, 568 et 569 : Gunugu, 541 et 544 : Icosim (Icosium)

Le monnayage municipal

- 30 Nous n'avons guère de renseignements sur les cités littorales ; bien que de création punique, elles furent plus rapidement romanisées que les villes numides de l'intérieur. Certaines jouirent du droit de frapper monnaie ; mais les lettres des légendes de ces monnaies sont néo-puniques et révèlent ainsi la date assez tardive de leur frappe. Si des villes ont joui d'une certaine autonomie, ce ne fut donc qu'à la fin du 1^{er} siècle ; encore faudrait-il démontrer que la frappe de monnaies municipales à cette époque ait eu quelques signification politique. La plus ancienne capitale du royaume, Cirta*, jouissait également de ce droit ; peut-on affirmer qu'elle était autonome ?
- 31 Le développement du monnayage municipal prouve néanmoins un développement économique non négligeable. Dans les cités et autour d'elles, la circulation monétaire s'accroît au point que les émissions royales ne suffisent plus. La Numidie a franchi le seuil de l'économie monétaire. Le mérite en revient à Massinissa et à Micipsa qui, par leurs émissions nombreuses et abondantes, ont favorisé le mouvement déjà amorcé par Carthage, mais il est remarquable, d'autre part, que les monnaies royales deviennent

rares à partir de Jugurtha, alors que précisément, au même moment, se développe le monnayage dit « autonome » dans un grand nombre de cités. S'agit-il d'une diminution du pouvoir royal, elle-même consécutive aux guerres et aux partages ? C'est possible, mais surtout on peut affirmer que les villes jouent un rôle croissant dans la vie économique comme dans l'administration du royaume. Sur le revers des monnaies, l'autel, le temple ou le palais remplacent le cheval numide ; d'autres monnaies plus nombreuses encore représentent des épis ou des grappes de raisin. Autant de symboles dont le sens est clair : aux brillantes chevauchées destructrices de richesses, aux fougueuses razzias, les bourgeois, fiers de leurs cités, opposent la douceur de vivre des peuples civilisés.

Les villes numides foyers de civilisation punique

- 32 St. Gsell a rassemblé les éléments qui permettent d'évoquer la vie des cités numides à l'époque royale. Ces documents surtout archéologiques, constructions funéraires, remparts, monnaies ne suffisent pas à compléter les rares indications données par les textes. Cependant les découvertes d'El-Hofra*, à Constantine, donnent une image assez intéressante de la société cirtéenne sous les règnes de Massinissa et de Micipsa. On y remarque, comme prévu, l'importance de l'élément phénicien, peut-être plus spécifiquement carthaginois et l'insignifiance de l'élément proprement numide : Cirta n'a livré qu'un fragment d'inscription libyque, encore est-elle gravée sur la tranche d'une stèle punique d'El Hofra ! Ces gens, qui portent tous des noms puniques, ont également des titres et des fonctions qui se retrouvent à Carthage et dans les autres villes phéniciennes : ce sont des prêtres et prêtresses (2 grands prêtres, 1 grande prêtresse, 1 prêtresse, 4 prêtres dont un de Melqart), des militaires (4 officiers et 4 soldats), des scribes, des médecins, différents « préposés », dont un aux sources ou aux citernes (?), des menuisiers, un fabricant d'arcs et d'autres artisans (fondeur, carrier). Viennent également sacrifier à Baal Hammon des chefs de tribus et des gens venus des bourgs voisins (Sigus, Tigisis, Koudiat bou Kabbène ?), peut-être même des étrangers, parmi lesquels il faut citer un homme venu de KRL (Caralis, en Sardaigne ?) et un « Cananéen » originaire d'une île de la Méditerranée (Y'RM).
- 33 Ces indications donnent l'image d'une cité industrielle en relations suivies avec les bourgs voisins mais aussi traitant des affaires avec des pays lointains. Les négociants étrangers se déplacent volontiers pour se rendre dans la ville numide. Les textes nous apprennent déjà que des marchands grecs fréquentaient la capitale de Massinissa et que des négociants italiens s'y étaient établis ; les stèles d'El-Hofra rédigées en grec et en latin en apportent le témoignage formel. Au II^e siècle Cirta a l'aspect d'une capitale, mais les documents épigraphiques qui nous sont parvenus révèlent que cette capitale numide avait revêtu un aspect essentiellement punique et qu'elle ne se distinguait guère, sinon par ses origines, d'une ville « libyphénicienne ».
- 34 Ce qui est vrai de Cirta l'est également des autres villes de moindre importance. Leurs citoyens, dont beaucoup descendent de marchands puniques, conservent la religion de leurs pères et la répandent autour d'eux. Les villes numides, sous la domination des rois numides, deviennent autant de petites Carthage, foyers religieux d'un grand rayonnement. La découverte du sanctuaire de Saturne d'El-Hofra, à Cirta, a révélé combien, sous les rois et jusqu'à la ville de la domination romaine, la religion phénicienne était restée pure et fidèle aux plus anciennes traditions dans les cités

numides. On sait comment, par l'entremise des villes, l'essentiel du culte de Baal Hammon se répandra en Afrique pendant l'époque romaine.

- 35 Les divinités poliades prennent une importance croissante, parallèlement au développement urbain. Sur les monnaies encore, car elles sont pratiquement les seuls documents contemporains du royaume, l'effigie du dieu ou de la déesse qui assure la protection de la cité est frappée à l'avant, tandis que le revers est réservé aux représentations plus prosaïques de prospérité ou de puissance. Leptis Magna honore ses *dii patrii* qui ne sont autres que la triade tyrienne : Melqart, Astarté, Eschmoun. Restée fidèlement phénicienne dans sa constitution comme dans ses cultes, la grande ville se détacha du royaume à la première occasion, dès le commencement de la guerre de Jugurtha. Cette conduite mérite d'être examinée de près : alors que les villes numides se « punicisent » avec rapidité, les grandes cités phéniciennes annexées au royaume numide ne s'intègrent pas complètement au nouvel état et gardent, sinon leur autonomie politique, du moins le désir de s'en détacher. Ce n'est pas là l'une des moindres contradictions du royaume numide.
- 36 Massinissa et Micipsa s'étaient vraisemblablement inquiétés de la part trop grande de l'influence punique, d'où leur politique philhellène et les efforts qu'ils firent pour attirer Grecs et Italiens dans leur royaume. Mais la civilisation punique avait poussé de telles racines en terre numide que les Grecs eux-mêmes, à Cirta, sont gagnés par le mouvement général : ils adorent Baal Hammon, parlent le punique et donnent à leurs enfants des noms puniques !
- 37 Ainsi un Appolonios nomme son fils Safot (inscription n° 47) et un Apollo a pour fils un Abdmelqart, un autre Abdmerqart est fils d'Hermès.

La cité à l'époque romaine (J. Gascou)

- 38 Lorsque la domination romaine s'imposa en Afrique, cette contrée était déjà fortement urbanisée (de façon, certes, inégale selon les régions) et des institutions municipales, puniques ou libyques, y existaient depuis plusieurs siècles. Rome introduisit cependant dans l'organisation des cités africaines des bouleversements et des innovations considérables. Il faut toutefois distinguer selon les époques. La période républicaine, entre la conquête du territoire punique (146 av. J.-C.) et la bataille de *Thapsus* (46 av. J.-C.) qui agrandit notablement le territoire soumis au joug de Rome, fut caractérisée par un quasi-immobilisme (création de l'éphémère colonie gracchienne de Carthage, 122-121 av. J.-C ; attribution de l'immunité à sept villes autonomes alliées, les autres cités n'ayant que le statut de villes stipendiaires soumises au bon vouloir du vainqueur). Mais l'évolution fut rapide à partir de la victoire de César sur les Pompéiens et leur allié Juba I^{er}, puis de l'annexion provisoire de la Maurétanie (33-25 av. J.-C). D'une part furent fondées des colonies destinées à fournir en terres les vétérans à l'issue des guerres civiles, dans l'*Africa Vetus* d'abord (Carthage, *Curubis*, *Clupea*, *Neapolis*, *Carpis*, *Hippo Diarrhytus*, *Thuburbo Minus*, etc.), puis en *Africa Nova* (*Thabraca*, *Assuras*, *Simitthus*, *Sicca veneria*, *Cirta*, etc.) et en Maurétanie (*Igilgili*, *Saldae*, *Rusazus*, *Tubusuctu*, *Rusguniae*, etc.). Et d'autre part des villes « pérégrines », c'est-à-dire conservant leurs institutions indigènes et peuplées de citoyens qui ne possédaient ni le droit de cité romaine ni le droit latin, au fur et à mesure des progrès de la romanisation, furent promues au rang de municipes, et, directement ou, le plus souvent, après être passées par le rang de municipe, au rang de colonie « honoraire » (c'est-à-dire non « déduite »).

De sorte que l'ordre romain imposa une hiérarchie entre les cités : accéder au rang de municipale (latin ou romain), ou de colonie, devint l'objet de l'ambition de mainte cité africaine.

Plan de Timgad

- 39 Nous laisserons de côté les agglomérations ou les circonscriptions qui ne méritent pas le nom de « cité », et qui généralement dépendent de villes : *uici* (villages), *pagi* (« cantons » constitutifs du territoire d'une colonie, plus rarement d'un municipale, voire « cantons » indépendants bien que l'existence de ces derniers soit parfois contestée), *castella** (bourgs fortifiés ou non), pour nous intéresser aux seules communautés que l'on peut à bon droit désigner de ce nom.

Les cités pérégrines

- 40 Au plus bas degré de la hiérarchie des villes africaines, se trouvent les villes pérégrines stipendiaires. Non seulement elles sont soumises sans restriction au tribut personnel (capitation) et à l'impôt foncier, mais, bien qu'elles conservent leur constitution et leur droit local, le gouverneur peut, à l'occasion, intervenir dans leur vie intérieure en y faisant appliquer les sénatus-consultes et les décisions impériales, voire en abolissant les coutumes locales lorsqu'elles sont en contradiction avec la législation romaine. Elles disposent donc d'une autonomie limitée.
- 41 D'autres cités pérégrines jouissaient d'un statut plus enviable. C'étaient celles qui avaient bien mérité de Rome, notamment en se rangeant à ses côtés lors d'un conflit militaire (par exemple lors de la troisième guerre punique), ou avaient fait le choix de soutenir César contre les Pompéiens : elles étaient, selon les cas, « libres » ou « fédérées » (ces dernières étant également libres, car la fédération implique toujours la

liberté, alors que l'inverse n'est pas vrai). Dans le premier cas, la liberté était octroyée unilatéralement par Rome, dans le second cas, elle était garantie par un traité (*fœdus*) et était accompagnée d'une alliance militaire avec l'État romain. Les unes et les autres étaient théoriquement hors province et échappaient de ce fait au contrôle du gouverneur. Cela impliquait non seulement le libre usage de leur droit et de leur constitution, mais, tout au moins au début de l'Empire, l'immunité fiscale. Cependant, l'empereur se réservait le droit de dégrader certaines villes libres, ou même fédérées, qui avaient démerité à ses yeux. Leurs privilèges n'étaient jamais acquis définitivement et devaient sans doute être confirmés à chaque nouveau règne. De plus, il est peu probable que, dans le courant de l'Empire, les exemptions fiscales et l'autonomie – en principe complète – aient été respectées entièrement, même si les accrocs à leur statut ont été sans doute moins importants qu'on ne l'a dit quelquefois.

Les municipes

- 42 A côté des villes pérégrines, qu'on appelle généralement *ciuitates*, et au-dessus d'elles, se trouvaient les villes latines et romaines, c'est-à-dire, en Afrique tout au moins (le droit latin pour une cité n'impliquant pas nécessairement, dans certaines provinces, le statut de municipe ou de colonie), les municipes latins et romains et les colonies romaines. L'existence de colonies latines, en Afrique, est douteuse : le cas d'*Icosium* est ambigu et la présence d'une colonie latine qu'on a cru pouvoir y déceler d'après Pline, *Histoire naturelle*, V, 20, est vraisemblablement illusoire, comme l'a montré J. Desanges dans son commentaire à ce passage. La différence entre municipes et colonies n'était pas toujours claire pour les Romains eux-mêmes, comme l'atteste un texte bien connu d'Aulu-Gelle, qui écrivait au II^e siècle ap. J.-C. (*Nuits Attiques*, XVI, 13). Fondamentalement, le municipe est une ville « à statut privilégié » (latin ou romain) qui fait suite à une communauté pérégrine et qui est censée conserver ses propres lois et institutions : il n'est soumis qu'à celles des lois romaines que sa population a choisi librement de ratifier. Les colonies, au contraire, quelle que soit leur nature (colonies fondées sur un sol vierge ou dans une ville préexistante, ou colonies « honoraires »), sont considérées fictivement comme des créations *ex nihilo* privées de tout passé pérégrin, et comme des images en réduction de la ville de Rome. Leur droit est obligatoirement le droit romain, leurs institutions sont calquées sur celles de Rome. Dans la pratique cependant, les institutions et le droit romain, hormis exceptions rarissimes (telles que le municipe « sufétal » de *Lepcis Magna*), s'imposèrent dans les municipes au point que le droit local y tomba en désuétude comme l'indique encore Aulu-Gelle, et l'on y rencontre les mêmes magistrats que dans les colonies (duumvirs, édiles, questeurs). Dans les municipes latins, les magistrats, à leur sortie de charge, reçoivent – s'ils ne la possédaient déjà – la citoyenneté romaine avec leurs parents, leur femme, leurs enfants et leurs petits-enfants. Les autres citoyens, à l'exception de ceux qui ont éventuellement reçu la *ciuitas Romana* par faveur impériale, restent juridiquement des pérégrins – selon la thèse récemment exposée par A. Chastagnol – et ne peuvent porter des noms romains. Ils possèdent cependant quelques privilèges tels que la puissance paternelle (ou *patria potestas*) sur leurs enfants et sans doute aussi le *commercium* en vertu duquel le droit romain garantissait leurs propriétés et leurs transactions commerciales. Le *conubium* ou droit de mariage légal existait très vraisemblablement entre les citoyens des municipes latins restés pérégrins et ceux de leurs compatriotes qui avaient obtenu la citoyenneté romaine. A partir du règne

d'Hadrien, semble-t-il, une nouvelle catégorie de municipes latins apparaît : ceux qui possèdent le droit latin « majeur » (l'ancien droit latin étant appelé désormais le droit latin « mineur ») : en vertu de ce droit, non seulement les anciens magistrats, mais aussi les décurions (ou sénateurs) des municipes accédaient à la citoyenneté romaine. Dans les municipes romains, l'ensemble des citoyens possèdent la citoyenneté romaine. Selon A. Chastagnol, les municipes créés par l'autorité romaine auraient été tous romains jusqu'à l'époque de Claude. A partir du règne de cet empereur, on n'aurait plus créé que des municipes latins.

Les colonies

- 43 Parmi les colonies, il faut distinguer les colonies de peuplement destinées à des vétérans et les colonies « honoraires » (distinction utile, mais toute moderne, les Romains n'ayant jamais opposé ces deux catégories, et ne disposant pas de vocables particuliers pour les désigner). Parmi les premières, il faut encore faire la différence entre celles qui, comme Timgad, étaient fondées (ou, selon un terme technique calqué sur le mot latin, « déduites ») sur un sol vierge, dans une région faiblement peuplée, et où il était aisé de répartir des terres entre les nouveaux habitants sans spolier personne, et celles que l'on « déduisait » dans des cités déjà existantes : les anciens propriétaires, ou du moins une partie d'entre eux, pouvaient alors être dépossédés au profit des nouveaux arrivants, et les anciens habitants pouvaient n'être tolérés qu'à titre d'*incolae* (étrangers domiciliés) sans droits civiques. Mais ce n'était pas forcément la règle : il pouvait arriver que des indigènes fussent compris dans la déduction coloniale auprès des vétérans et dotés à cette occasion de la citoyenneté romaine. Il pouvait aussi arriver que les propriétaires dépossédés fussent dédommagés. A *Cirta* et dans la « confédération cirtéenne », il semble que très tôt, de nombreux autochtones aient reçu la citoyenneté romaine et aient été considérés juridiquement comme les égaux des compagnons (citoyens romains d'origine italienne ou espagnole) de l'allié de César, Sittius. En revanche, dans le territoire situé dans la mouvance de Carthage, à côté des *pagi* (« cantons ») peuplés de citoyens carthaginois possédant *ipso facto* la citoyenneté romaine, se trouvaient sous le Haut Empire des *ciuitates* indigènes dont les habitants ont durablement conservé leur statut pérégrin : la solution juridique et administrative adoptée par Rome a été très différente de celle qui a été mise en application à *Cirta* et dans ses dépendances. Les territoires de certaines cités pérégrines (dont la mieux connue est *Thugga*) situées au voisinage du vaste territoire de Carthage ont dû être scindés en deux parties bien distinctes. Une partie de leur territoire a été annexée par Carthage et a servi à fournir en terres les colons carthaginois (parmi lesquels sans doute nombre d'Africains – descendants des partisans de Marius et alliés de César – élevés au rang de citoyens romains) : ces terres ont sans doute constitué les *pagi*. L'autre partie a été rétrocédée aux indigènes et a constitué le territoire des *ciuitates* pérégrines contiguës aux *pagi*. Il n'est pas douteux que dans une telle circonstance, un certain nombre de propriétaires indigènes ont dû perdre leurs terres, sans que l'on puisse savoir s'ils reçurent quelque dédommagement de l'autorité romaine.

Arc de triomphe et Capitole de Sbeitla (Photo G. Camps)

- 44 Quant aux colonies « honoraires », il s'agissait de municipes – beaucoup plus rarement de *ciuitates* indigènes, telles que Mactar – qui, sans doute à la suite d'une « déduction » fictive, accédaient au rang de colonie romaine. Si une *ciuitas* peregrine ou un municipe latin devenait colonie, tous ses citoyens obtenaient la citoyenneté romaine. Si un municipe romain devenait colonie, cela n'avait pas de répercussion sur le statut personnel de ses citoyens, qui possédaient déjà la citoyenneté romaine, et la promotion était surtout honorifique. Cette dernière obligeait en outre l'ex-municipe, qu'il fût latin ou romain, à adopter le droit romain et des magistratures de type romain, s'il ne l'avait déjà fait : ainsi, lorsque *Lepcis Magna*, municipe latin dirigé par des sufètes, accéda sous Trajan au rang de colonie, les sufètes furent remplacés par des duumvirs.
- 45 Les villes provinciales à statut privilégié, municipes et colonies, n'étaient normalement pas dispensées de l'impôt foncier ou *tributum soli* qui pesait sur le sol provincial, ni peut-être du tribut personnel ou capitation, bien que sur ce dernier point on ne possède pas de certitude. Mais certaines colonies, comme Carthage, *Saldæ*, *Tubusuctu*, *Rusazus*, possédaient le privilège de l'« immunité », c'est-à-dire de l'exemption fiscale. Quelques municipes, comme certains de ceux que fonda Septime Sévère, seul ou avec son fils Caracalla, *Thugga*, *Aulodes*, *Thibursicum Bure*, *Thysdrus*, sont dits « libres ». Il est vraisemblable, malgré les controverses auxquelles a donné lieu l'interprétation de cette épithète, qu'elle impliquait l'immunité fiscale pour ces municipes.
- 46 Le statut le plus élevé que pût atteindre une cité provinciale était celui de « colonie de droit italique ». Ce privilège assimilait juridiquement le sol d'une colonie provinciale au sol italien, ce qui le rendait exempt d'impôt. Ce privilège, exceptionnel parce qu'il coûtait cher au trésor public, fut seulement accordé, en Afrique (sous Septime Sévère), à Carthage, Utique et *Lepcis Magna*. Il est difficile de savoir quelle différence concrète il y avait entre une colonie jouissant de l'immunité et une colonie de droit italique : peut-

être ce dernier statut était-il particulièrement apprécié, non seulement parce que l'immunité était toujours révocable ou pouvait être contestée à chaque changement d'empereur, mais aussi en raison du prestige considérable qui s'attachait pour une cité à ne plus être considérée comme provinciale et à être assimilée aux villes italiennes.

L'administration de la cité

- 47 L'organisation interne des cités africaines sous domination romaine est relativement bien connue : de nombreuses inscriptions font référence aux conseils municipaux, aux magistrats et aux prêtres des cités. Dans toutes les villes, il y avait un conseil municipal (*ordo*) composé de sénateurs en nombre variable. Ceux-ci portaient généralement le titre de « décurions ». Ils se cooptaient eux-mêmes, sur proposition des duumvirs dans les villes romaines, choisissant en priorité les magistrats sortis de charge si ces derniers n'étaient pas déjà décurions, et, pour le reste, des notables disposant d'une fortune suffisante et offrant toutes les garanties d'honorabilité. Les magistrats, dans les colonies et dans la quasi-totalité des municipes, étaient les duumvirs, les édiles et les questeurs. Ce sont des magistrats annuels élus par l'assemblée du peuple répartie en « curies ». Mais le rôle du peuple, bien souvent, se bornait à entériner les décisions du président des comices. Les quattuorvirs, qui apparaissent dans les colonies latines et la plupart des municipes d'Italie et groupaient dans un même collège les deux magistrats chargés de la juridiction et les deux édiles, sont à peu près inconnus en Afrique. Les duumvirs (*duumviri iure dicundo*) sont éponymes de leur année comme les consuls de Rome. Ils président le sénat local et l'assemblée du peuple et rendent la justice. Tous les cinq ans, ils font office de censeurs et procèdent au recensement des personnes et des biens. Ils sont alors appelés *duumviri quinquennales*. Les édiles sont chargés de la police des marchés, veillent aux approvisionnements, supervisent l'entretien et la police de la ville, surveillent et organisent les jeux publics. Les questeurs gèrent les fonds de la municipalité sous l'autorité des duumvirs. Les curateurs de cités (*curatores rei publicae*), fonctionnaires impériaux destinés à mettre de l'ordre dans les finances des cités, apparaissent dans certaines villes africaines à partir de la fin du II^e siècle. Au Bas-Empire, ces curateurs cesseront d'être des fonctionnaires pour devenir les premiers magistrats de la cité.
- 48 Dans beaucoup de villes africaines apparaissent des *praefecti iure dicundo* : ce sont, selon les cas, soit des remplaçants occasionnels des duumvirs absents, soit des représentants des duumvirs dans des districts éloignés du chef-lieu de la cité. Exceptionnellement, on peut trouver au lieu de duumvirs des triumvirs : c'est le cas de la confédération cirtéenne (union des quatre colonies de *Cirta*, *Mileu*, *Rusicade* et *Chullu*) où se sont développées des institutions très originales et sans parallèle en Afrique ni dans les autres provinces.

Marché des Coscii à Djemila (Photo G. Camps)

- 49 Les cités pérégrines conservaient leurs institutions et leurs magistrats traditionnels. Même si certaines d'entre elles subissaient l'influence des villes romaines (l'édilité, par exemple, y est parfois attestée), beaucoup de villes indigènes gardaient sous le Haut-Empire leurs sufètes (dont on connaît de très nombreux exemples), avec lesquels coexistait parfois un *princeps*, comme à *Calama*, ou leurs *undecimprimi* (traduction vraisemblable du nom d'une magistrature punique), comme à *Furnos Minus* ou à *Bisica Lucana*. Dans la *ciuitas* de *Thugga*, au 1^{er} siècle de notre ère, l'institution des « portes », lieux de réunion où s'exprimait l'opinion du peuple, renvoie aux plus antiques institutions de la Carthage punique et prolonge les traditions de maintes villes de l'Orient sémitique.

Les prêtrises municipales

- 50 A côté des magistratures, il existait des prêtrises municipales qui étaient également l'objet de la compétition des notables et s'intégraient dans leur *cursus honorum* : les augures étaient des experts dans l'art d'interpréter les signes ; les pontifes étaient chargés de veiller sur les rites et les règles de la religion traditionnelle. Ces deux types de prêtres se rencontrent dans les villes romaines d'Afrique. Les flamines, les uns annuels, les autres « perpétuels » (donc nommés à vie), qui étaient chargés d'organiser les cérémonies du culte impérial, apparaissent en Afrique aussi bien dans les villes romaines que dans les villes pérégrines. Dans certaines cités, dont Carthage, on trouve des prêtres de Cérès qui ont vraisemblablement aussi un caractère municipal. On a pu remarquer qu'en Afrique, les augustaux (*augustales* ou *seuiri augustales*, qui constituaient des collèges de riches affranchis chargés de célébrer le culte impérial à un niveau sans doute plus populaire que les flamines) sont beaucoup plus rares que dans d'autres provinces ou qu'en Italie : peut-être est-ce dû au fait que les curies ou divisions de l'assemblée du peuple, particulièrement vivaces en Afrique, assumaient le rôle dont les collèges d'augustaux étaient chargés dans d'autres parties de l'Empire.

- 51 Non seulement le décurionat, les magistratures et les prêtrises, dans les villes romaines comme dans les villes pérégrines, étaient des fonctions gratuites, mais encore les notables qui y accédaient devaient verser une « somme honoraire » obligatoire (20 000 sesterces dans la confédération cirtéenne pour le décurionat et chacune des magistratures, sensiblement moins dans de petites villes) à laquelle, éventuellement, ils pouvaient ajouter de leur propre chef un supplément destiné à signaler leur générosité envers leur patrie locale. Les services publics étaient assurés par des *munera* ou charges obligatoires (pouvant prendre des formes très différentes) qui pesaient, à des degrés divers, sur les notables comme sur les petites gens. Mais l'« évergétisme » des notables permettait d'assurer aussi, parfois, certains jeux publics, des distributions de repas ou d'argent au peuple, et beaucoup de constructions (arcs de triomphe, thermes, théâtres, etc.).
- 52 La vitalité des cités est remarquable en Afrique et se manifeste plus durablement qu'ailleurs sous la domination romaine : la compétition des villes (*municipalis aemulatio*) pour accéder à un statut supérieur semble avoir été un trait spécifique dans cette région de l'Empire. Après les nombreuses créations de colonies et de municipes à l'époque de César, et surtout d'Auguste, on constate un renouveau des déductions de colonies et des promotions municipales à partir de l'époque flavienne (dès l'époque claudienne dans les Maurétanies, où d'ailleurs la floraison des villes romaines sera par la suite moins abondante qu'en Afrique Proconsulaire et en Numidie). A partir du règne d'Hadrien, on cesse de déduire des colonies de vétérans et l'on ne crée plus, à côté des municipes, que des colonies honoraires. Les promotions, selon un rythme il est vrai inégal en fonction des différents règnes, vont se poursuivre jusqu'au-delà de la période sévérienne. Les distinctions de statut, qui dans la plupart des provinces ne sont plus guère perceptibles à partir du III^e siècle, sont observées très longtemps en Afrique, jusqu'au IV^e et au V^e, voire aux VI^e et VII^e siècles, comme l'a montré T. Kotula, alors même que l'Empire romain a cessé de créer des villes à statut privilégié après le règne de Gallien (260-268) : ce qui témoigne moins d'une sorte de snobisme que d'une réelle prospérité économique qui a permis de maintenir une certaine cohésion sociale et un authentique patriotisme local qui se plaisait à brandir avec fierté des titres périmés mais flatteurs, mais aussi du conservatisme profond, d'un « attachement obstiné aux formes du passé » (C. Lepelley) qui paraît avoir été un trait dominant de l'Afrique romaine.

Les cités à l'époque ottomane (A. Raymond)

- 53 A la seule exception du Maroc qui réussit à maintenir son indépendance, l'ensemble du Maghreb fut intégré dans l'Empire ottoman au cours du XVI^e siècle à des dates différentes, 1519 pour Alger, 1535 pour Constantine, 1574 pour la Tunisie et 1551 pour Tripoli. Bien que ces régions aient été soumises à un système relativement uniforme, constituant des provinces dirigées par des beylerbeys (à rang de pacha) et défendues par des milices (odjaq) de Janissaires, elles ont connu une évolution très diverse : Alger resta sous le contrôle d'une milice au recrutement turc ; Tunis tomba, à partir du début du XVII^e siècle, au pouvoir de dynasties locales, Muradites puis Husaynites ; ce sort fut aussi celui de Tripoli, avec les Qaramânli, mais plus tard (1711) et seulement jusqu'en 1835. D'une façon générale, ces provinces purent se faire reconnaître une autonomie à

peu près totale qu'Istanbul ne réussit à briser que tardivement dans le cas de la Tripolitaine.

- 54 Les grandes villes de ces provinces maghrébines de l'Empire furent celles auxquelles l'activité économique, la guerre de course, les relations commerciales avec les régions méditerranéennes, et avec les régions de l'intérieur de l'Afrique, donnèrent une importance qui fut renforcée par leur rôle de centre politique : Tunis comptait environ 80 000 habitants, Alger une cinquantaine de mille. Les autres principaux centres urbains, Tlemcen, Constantine, Sousse, Sfax et Tripoli avaient des populations comprises entre 20 et 30 000 habitants et n'étaient donc que des villes moyennes.

La société urbaine

- 55 Les villes du Maghreb se caractérisaient par la diversité de leur population, un trait qui est en général celui des villes arabes méditerranéennes, mais qui paraît avoir été tout particulièrement marqué à l'époque ottomane.
- 56 Leur insertion dans le cadre de l'Empire justifiait la présence de représentants, principalement militaires, de la caste dominante, établie par les Ottomans pour assurer leur autorité. Alger, où les Janissaires continuèrent à être recrutés, jusqu'au XIX^e siècle, parmi les populations turques d'Anatolie, est un exemple particulièrement remarquable : il y aurait eu une dizaine de milliers de Janissaires, répartis en 424 détachements, et logés en huit casernes. C'est parmi les membres de la milice qu'était recruté le personnel dirigeant de la régence (et en particulier le dey). Tunis comptait plusieurs milliers de militaires turcs (le chiffre de onze mille parfois avancé pour le début du XIX^e siècle, paraît un peu exagéré) pour lesquels Hammûda Pacha (1782-1814) construisit quatre casernes, de 1806 à 1814. Les centres moins importants comptaient de simples garnisons. Bien que parfois tenus à l'écart de l'autorité, les « kulughlis » (fils de Turcs et d'indigènes) constituaient également un élément de cette aristocratie étrangère qui comptait aussi des mamelouks circassiens, géorgiens, grecs. Il s'agissait donc d'un groupe humain nombreux, à qui le monopole des fonctions gouvernementales et militaires assurait une totale prédominance politique et sociale.

Plan de la médina de Tunis au XVIII^e siècle (d'après A. Raymond)

- 57 La population indigène d'origine urbaine constituait une catégorie « à part », celle des « baldî » (= *baladî*: citadins) dont les étrangers supposaient parfois qu'elle avait une origine différente de celle des ruraux et des nomades et des caractères « raciaux » et moraux distincts, alors qu'on peut supposer qu'elle était, d'une manière continue, renouvelée par des apports venus de l'extérieur : « ce sont les Bourgeois des villes de ce royaume », écrit plus judicieusement le voyageur Laugier de Tassy. La variété de la population indigène des villes était particulièrement grande à Alger où la diversité des gens « de l'extérieur » (*barrâniyya*) était à l'image de la composition ethnique du pays : leurs six corporations regroupaient des communautés originales par la langue (Berbères de diverses origine), la religion (Mzabites), la race (nègres libres). Les Kabyles (que l'on qualifiait généralement de gens de Gigel/Djidjelli) étaient sans doute le groupe le plus nombreux parmi ces *barrânî*. Venture de Paradis assure que, ayant les premiers reçu les Turcs, et les ayant servis avec dévouement, ils jouissaient de privilèges les égalant aux conquérants (port d'armes, utilisation de broderies d'or...) et qu'en particulier ils ne pouvaient être jugés et punis que par le dey. Au début du XIX^e siècle cependant, le gouvernement les considérait apparemment avec quelque crainte, en raison sans doute de leur forte cohésion communautaire et de leur légendaire intrépidité. D'après le consul Shaler, ils étaient exclus de tout emploi dans les familles et dans les « établissements publics », sans doute afin de limiter leur immigration en ville. De toute manière, beaucoup ne s'installaient à Alger que d'une manière provisoire et ils retournaient périodiquement dans leurs villages d'origine. Leur *amîn* (*amîn jamâ'at al-Jjîliyya*) en 1152/1739 résidait à proximité du centre de la ville (en E6 sur le plan), non loin de ce qui fut sans doute le lieu principal de leurs activités et de leur résidence : il y avait, en D8 et E8, un quartier, une mosquée et un marché appelés « al-Qabâ'il ». Mais cette localisation ne concernait que la partie la plus aisée de la communauté. Beaucoup de Kabyles exerçaient des professions artisanales modestes (fabrication de

tissus de laine, travail du fer) et colportaient les productions de leur région et nombreux étaient ceux qui habitaient dans des logements précaires du genre « gourbi », hors de Bâb 'Azzûn, ou dans le quartier des fours à chaux ou des carrières, à l'extérieur de Bâb al-Wâd.

- 58 Tunis comptait de même de nombreux éléments « extérieurs » dont la pauvreté et le déracinement étaient parfois cause de délinquance. L'installation de Kabyles à Tunis était sans doute largement liée au recrutement de militaires, les *Zwâwa*, dans les communautés berbérophones du nord de la Tunisie ou de Kabylie : ils coûtaient moins cher, et représentaient un risque politique moindre que les Janissaires, mais ils étaient probablement moins efficaces. Le nombre de ces « Zouaoua » aurait été de 10 000 vers 1850. Leur venue contribua à la présence d'une population d'origine kabyle à Tunis où des toponymes significatifs peuvent être relevés : impasse ez-Zouaoui, rue Sidi ez-Zouaoui, rue des Kabyles. Ils avaient une dévotion particulière pour Sidi Bachîr dont la zaouia était pour eux un lieu de ralliement.
- 59 Négligeant le fait que certaines de ces communautés étaient prospères – les Mzabites à Alger et les Djerbiens à Tunis étaient des commerçants ayant pignon sur rue – les citadins les plus anciens considéraient avec sévérité, et crainte, ces intrus : un poète satirique de Constantine écrivait vers 1800 : [Constantine] « s'est abâtardie, elle ne peut plus s'appeler ville à cause de la quantité de gens qui s'y sont installés... Kabyles... Chaouïa... vermine qui l'a rongée comme rongent les criquets... » Mais, malgré ces anathèmes et cette exclusion on doit supposer qu'une fusion s'élaborait progressivement entre ces éléments divers, avec plus de lenteur sans doute lorsque les différences avaient un caractère confessionnel ou linguistique qui les rendait plus indélébiles.

Une rue de Tunis près de la Kasba au XVIII^e siècle (Photo J. Revault)

- 60 Bien que leur assimilation fût relativement facile, les Andalous constituèrent des communautés dont l'originalité perdura jusqu'au XIX^e siècle. Les immigrants musulmans d'Espagne arrivèrent, en nombre considérable, aux XV^e et XVI^e siècles, la dernière vague, et sans doute la plus importante, vers 1609 : elle comporta une centaine

de milliers de personnes qui s'installèrent principalement dans les régence d'Alger et de Tunis, souvent dans les villes, mais aussi dans des colonies agricoles. A Alger ils furent très actifs dans le commerce. A Tunis ils jouèrent aussi un rôle considérable dans le négoce, dans la fabrication des bonnets (chéchia) qui constituait au XVIII^e siècle la principale industrie du pays ; on leur doit peut-être l'essor des corporations de métiers. Dans toutes les villes ils étaient placés sous la juridiction de cheikhs particuliers. Ils n'étaient cependant pas uniformément prospères : à Tunis on les trouve répartis dans deux quartiers, un quartier riche central et un quartier pauvre, situé sur la périphérie de la *madîna*.

- 61 Un autre élément, très original, fut constitué par les convertis (que les Européens appelaient « renégats ») qui jouaient un rôle comparable à celui des mamelouks ailleurs. Dans nombre de cas, leur conversion avait été forcée (à la suite de leur capture par des corsaires), mais elle était aussi assez souvent volontaire. Ils étaient très nombreux, mais sans doute moins qu'on ne l'a généralement écrit : à Alger 6 000, et à Tunis 3 000, aux XVI^e-XVII^e siècles. Ils jouèrent un rôle important dans la guerre de course : ils dominaient la corporation des capitaines (*ṭā'ifa* des *ra'īs*) d'Alger. Ils dirigèrent parfois le pays : un Corse Murâd Kûrsû (le Corse), bey de 1613 à 1631, fonda la dynastie mouradite en Tunisie ; un Italien, 'Alî Bitchnin (Piccinino), gouverna Alger entre 1623 et 1645.
- 62 Toutes les villes du Maghreb comportaient des communautés juives qui occupaient une place importante dans les activités bancaires et dans le commerce : les communautés autochtones furent renforcées par l'arrivée, au XVIII^e siècle, de coreligionnaires venus de Livourne (les « Grana ») qui, en général, se maintinrent à l'écart des juifs indigènes. Des quartiers juifs existaient à peu près partout avec des localisations plus ou moins centrales : les juifs d'Alger habitaient tout près du cœur de la ville ; les juifs de Tunis et de Constantine résidaient dans des quartiers plus éloignés.
- 63 A Alger vers 1830, pour une population qu'il évalue à 30 ou 35 000 habitants, P. Boyer estime qu'il y avait 4 000 Turcs, 2 ou 3 000 kulughlis, 5 000 *barrâni*, 2 000 nègres, 5 000 juifs ; les « Maures » (*baldî*), y compris les Andalous, n'auraient donc représenté que 12 à 16 000 individus, moins de la moitié du total. Par contre, à l'inverse des grandes villes du Proche-Orient (Le Caire en particulier), les cités maghrébines ne comptaient pas de communautés chrétiennes autochtones ; l'absence de communautés musulmanes orientales témoigne peut-être des limites de leur activité économique et de leur relatif isolement par rapport aux régions orientales du monde arabe.

L'administration des villes

- 64 D'une manière générale, les villes arabes passent pour avoir été peu administrées, et pour avoir été dépourvues d'institutions populaires susceptibles de contribuer à leur gestion. Cela ne semble pas tout à fait exact pour les villes du Maghreb qui paraissent moins démunies, de ce point de vue, que les villes du Proche-Orient.
- 65 Les autorités « politiques » nationales intervenaient naturellement dans l'administration de villes qui étaient des centres politiques (capitales) et dont le bon ordre leur importait au plus haut point. Le dey d'Alger exerçait des attributions de police et de justice et était secondé par le *mizwar* (*amzwar**) un Maure, qui veillait en particulier à la police nocturne, et par le *kâhya* (lieutenant) de l'agha des Janissaires, une situation tout à fait comparable à celle du Caire. Mais le souverain s'intéressait

aussi aux problèmes urbains : les aqueducs dont fut dotée Alger à l'époque ottomane, furent construits sur l'ordre de pachas successifs (Ḥasan Pacha, vers 1550 ; 'Arab Aḥmad Pacha, en 1573 ; Kûsa Muṣṭafâ Pacha, vers 1610) ; le dey Bâbâ 'Alî Neksîs (1754-1766), dont la réputation est très mauvaise auprès des historiens européens de l'Algérie, construisit treize fontaines dans la ville. A Tunis 'Alî Bey (1759-1782) fit transférer les tanneries à l'extérieur de la ville pour faciliter le développement urbain et ce sont les souverains qui veillèrent à entretenir l'aqueduc de Carthage et à construire des réservoirs et des fontaines.

- 66 Les villes maghrébines, du moins les plus importantes d'entre elles, disposaient apparemment d'autorités véritablement urbaines. Il y avait à Alger deux *shaykh al-balad* dotés d'attributions « municipales » dont les « bureaux » étaient localisés en plein centre de la ville ; à Constantine ce préposé s'appelait aussi *qâid al-Dâr*. A Tunis la ville *intra-muros* était placée sous le contrôle d'un *shaykh al-madîna*, et chacun des deux faubourgs avait un cheikh.
- 67 A cette sécurité, et au fonctionnement urbain contribuait aussi une grande variété de communautés (*ṭawâ'if* arabe) qui permettaient un encadrement serré de la population. Le nombre des corporations de métiers, dirigées par des *amîn*, dépendait naturellement de l'importance des villes et de leur vitalité économique : Tunis en comptait 83 ; Alger, 57 ; Constantine, 41. Dans certaines de ces villes, on note une organisation hiérarchisée : à Tunis les corporations étaient placées sous le contrôle des Andalous dont l'*amîn* était « chef des commerçants » et « président du tribunal de commerce ». Les corporations d'Alger, ainsi que l'a montré Houari Touati, étaient soumises à l'autorité d'un *amîn al-umanâ* dont l'autorité émanait tout à la fois de l'administration et des corps de métier.
- 68 Les villes étaient divisées en quartiers (*ḥawma*) (une cinquantaine à Alger, 41 à Tunis) dont les cheikhs jouaient un rôle sans doute important dans le maintien de l'ordre et de la sécurité mais aussi dans les affaires proprement urbaines. Il en allait de même des *amîn* des communautés religieuses ou nationales : on a mentionné plus haut les six « corporations » de *barrâniyya* d'Alger, regroupant les originaires du Mzâb, de Biskra, de Djidjelli, de Laghouat, des Mzîta et les nègres libres. Leurs chefs faisaient régner l'ordre, percevaient les impôts et jouaient le rôle d'intermédiaire entre leurs administrés et l'administration.

La structure des villes

- 71 La structure des villes maghrébines est, en gros, conforme à celle des villes arabes en général : existence de deux secteurs nettement distincts, un secteur « public » où étaient concentrées les activités économiques et religieuses, et un secteur « privé », consacré à la résidence ; tendance à une répartition radioconcentrique des activités, et de la résidence.
- 72 Dans les zones centrales étaient rassemblés les marchés spécialisés, les caravansérails (*funduq*) où se faisait le commerce de gros et où résidaient les marchands. C'est là également que se trouvaient les principales mosquées qui étaient aussi des établissements où était rendue la justice et dispensé l'enseignement. A Tunis cette zone centrale couvrait six hectares autour de la mosquée de la Zîtûna que longeaient les principaux souqs (Étoffes, Parfumeurs, marché des Turcs). A Alger, les principaux marchés et la halle aux produits précieux (*badastân*) s'étendaient sur une surface d'environ un hectare autour de laquelle s'élevaient les principales mosquées de la ville (Grande mosquée, mosquée Jadîd, mosquée Sayyida, mosquée Katchâwa), une zone qui fut malheureusement totalement détruite en 1830-1831 lorsque les Français aménagèrent la place Louis-Philippe. A Tlemcen on trouvait côte à côte la Grande mosquée et la « kissariya », halle où se faisait le grand commerce.
- 73 C'est aussi dans cette zone, ou à proximité immédiate, que se trouvaient les organes du pouvoir. Le cas d'Alger est particulièrement démonstratif de ce point de vue : la Janîna, lieu où résidait le dey, la Monnaie (*Dâr al-sikkq*), les « bureaux » du *shaykh cd-balad*, le *Bayt al-mâl*, siège de l'administration financière, les casernes des Janissaires étaient tous localisés autour du centre économique et religieux. Il en allait de même à Tunis : le *Dâr al-pacha*, le *Dâr el-bey*, le Conseil de la milice (*Dâr al-dîwân*) étaient établis dans une région proche du quartier de la Zîtûna et des grands marchés. Ce n'est que plus tard que les détenteurs du pouvoir abandonnèrent le centre pour s'installer dans des régions éloignées, sans doute pour des raisons de commodité, de confort et de sécurité, la région du Bardo pour les beys de Tunis (au XVIII^e siècle), la Citadelle (Qasba) pour les deys d'Alger (en 1817).

Cour intérieure de la villa suburbaine du Bardo à Alger (Photo G. Camps)

- 74 Les quartiers résidentiels de la caste dominante et de la bourgeoisie locale se développaient habituellement à proximité du centre, la présence des marchés et des lieux de culte et d'enseignement expliquant la présence des négociants et des *'ulamâ*. A Alger le contraste était très marqué entre la zone basse de la ville où résidaient Janissaires et marins et où sont localisés la plupart des palais conservés et la ville haute (la « montagne »/jabat) où vivaient les indigènes dans un habitat plus modeste. A Tunis c'est dans une région disposée autour de la zone centrale que se trouvent les palais et les belles maisons qui ont été étudiés par J. Revault, avec, dans cette ville, un intéressant phénomène de relative fusion entre l'élite dirigeante, turque et mamelouk, et l'élite indigène, cheikhs, grands négociants, Andalous. Dans le cas de Tunis également la différenciation sociale trouvait son expression dans la géographie mais d'une manière inverse à la situation décrite à Alger : la zone élevée de la ville (plus agréable parce que plus aérée et plus éloignée des odeurs de la lagune) était colonisée par l'élite ; la zone basse était habitée par une population plus modeste et, d'une manière très significative, par les communautés juive et franque.
- 75 La périphérie de ces villes se caractérisait par le mélange, traditionnel dans les villes arabes, d'activités économiques liées à la campagne, pauvres et polluantes, et d'un habitat plus modeste. Le faubourg situé au sud de Constantine était habité par une population d'artisans, d'ouvriers, avec beaucoup de Kabyles ; on y trouvait l'abattoir, des fours. A Tunis on trouvait dans les faubourgs de Bâb Suwayqa (au nord) et de Bâb Jazîra (au sud) une population plus pauvre que celle de la bourgeoise *madîna* et des activités significatives : marché de l'alfa (qui donna son nom à la place Halfâwîn), places aux Moutons et aux Chevaux. La présence ou l'absence de faubourgs paraît liée d'une part au dynamisme des villes et d'autre part à des considérations de sécurité :

seule Tunis avait des faubourgs, d'ailleurs très anciens, au nord et au sud ; des raisons de sécurité paraissent expliquer qu'Alger et Constantine en aient été dépourvues.

Conclusion

- 76 Faute d'informations fiables de caractère démographique avant le milieu du XIX^e siècle, il n'est pas aisé de formuler des hypothèses sur l'évolution de ces villes maghrébines durant la période ottomane. Un développement est vraisemblable pour certaines d'entre elles, telles Tunis ou Constantine, ce qui est conforme à ce qu'on observe ailleurs. L'évolution d'Alger semble avoir été contrastée : l'essor très marqué des XVI^e et XVII^e siècles coïncida avec une active guerre de course, mais le chiffre, souvent avancé, de 100 000 habitants paraît exagéré compte tenu de la superficie de la ville. En 1830 la population ne dépassait pas 30 ou 40 000 habitants, chiffre évidemment bas, après un XVIII^e siècle en somme assez calme, même si on considère les difficultés des premières décennies du XIX^e.
- 77 Dans beaucoup de domaines, les villes du Maghreb à l'époque ottomane sont conformes à ce que nous savons de la ville arabe en général et en particulier des villes orientales, en ce qui concerne l'organisation, la population et la structure. Quelques traits paraissent cependant les distinguer : la très grande variété de leur composition ethnique et religieuse est à l'image des conditions locales (existence de minorités linguistiques et religieuses), mais reflète aussi les réalités régionales de la Méditerranée occidentale où le mélange des populations était plus marqué (minorité andalouse, présente forte des « convertis »). La vigueur des structures « administratives » urbaines est également un phénomène remarquable, en particulier à Alger.
- 78 Les nuances que l'on discerne entre les régions qui se partageaient le Maghreb, sont à mettre au compte des différences d'évolution politique et d'activité économique : Tunis, capitale d'un pays plus centralisé, a bénéficié de structures politiques plus unitaires et plus nationales et une certaine fusion a pu s'y opérer entre la caste dominante et l'élite locale ; à Alger la ségrégation de la caste dominante (perceptible sur le plan de la structure urbaine) resta très forte. Pays plus ouvert sur l'extérieur, la Tunisie eut des activités économiques (commerciales) plus fortes, ce qui se traduit par des centres urbains plus puissants et plus diversifiés.
- 79 Il n'est pas facile de définir ce qu'a pu être l'apport « ottoman » dans l'évolution de ces villes, en dehors du développement probable qui était lié aux possibilités politiques et économiques qu'offrait l'inclusion dans un empire méditerranéen vaste et puissant. L'avènement d'une classe dominante nouvelle eut naturellement sa répercussion dans l'organisation de la ville. Et dans le détail de l'habitat privé, on soupçonne que l'influence ottomane s'exerça aussi : mais il existe bien un type « maghrébin » de résidence dont les traits fondamentaux (vestibules, cours à portiques, pièces d'apparat en T avec *qbû*, absence de *loggia/maq'ad*) sont très originaux par rapport aux caractéristiques de l'habitat proche-oriental.

La cité mozabite (L. Golvin)

Topographie

- 80 Il est difficile de savoir si la cité mozabite s'inspire de celles que les ḥāriġites Ibāḍites avaient préalablement construites à Tāhart* d'abord, à Sadrāta* ensuite. En dépit des textes que nous ont laissés quelques auteurs arabes tels qu'Abū Zakariyyā', Ibn Ṣaġīr, al-Bakrī pour ne citer que les plus connus, en dépit également de fouilles assez succinctes entreprises par G. Marçais et A. Dessus-Lamare, nous ne connaissons que fort peu de choses de la capitale des Rustumides sinon qu'elle était bâtie sur une colline et que la mosquée (qui comptait quatre nefs) se trouvait sur la partie la plus élevée du site (Marçais et Dessus-Lamare pp. 37-38). On nous dit également que cette capitale était dotée d'une *qaṣba* qui dominait la ville (Marçais et Dessus-Lamare, p. 43), qu'elle était entourée de remparts percés de trois portes (al Bakrī, texte, p. 67, trad. p. 138), qu'elle possédait plusieurs bazars (*aswāq*) et de nombreux bains (*ḥamāmāt*) (al-Bakrī, texte, p. 68, trad. p. 141).
- 81 De Sadrāta, ville noyée dans les sables, nous connaissons quelques maisons, un palais, une mosquée, et surtout un abondant et curieux décor de stucs (fouilles Blanchet, de Faucher, puis de Marguerite Van Berchem). Les maisons sont conçues sous la forme de pièces distribuées autour de petites cours carrées, les longues chambres sont précédées de portiques ou d'une voûte unique.
- 82 Nous serions tentés de penser que la cité mozabite s'inspire, pour ses dispositions générales, de l'ancienne Tāhart, pratiquement abandonnée vers 296 = 909 et que l'architecture domestique emprunte le thème des maisons de Sadrāta, décor mis à part. Pourtant, il semble bien que les cités de la « pentapole » aient défini leur structure en fonction de conditions locales très particulières déjà explicitées avant le second exode des Ibāḍites et la ruine de Sadrāta.
- 83 On sait que les cinq villes actuellement groupées de part et d'autre de l'oued Mzab ont été construites au XI^e siècle avant même l'abandon de Sadrāta. C'est ainsi qu'El-Atteuf (*al-'Atf*) daterait de 402 = 1011-12, Bou Noura de 440 = 1048, Beni Isguen des environs de 442 = 1050 (? – voir plus loin), Ghardaïa de 444 = 1053 (Marcel Mercier, 2^e édition, p. 48), Malika de 1124. Quant aux villes excentriques de Berrian et de Guerrara, elles datent du XI^e = XVII^e siècle.

La Pentapole du Mزاب (Dessin L. Golvin)

- 84 La plupart des cités de la pentapole se sont construites soit par développements successifs à partir d'un noyau central, soit par groupement de quartiers ou de villages primitivement séparés, soit par ces deux circonstances réunies. Toutes s'étagent ou se développent sur des éminences qui dominent le lit de l'oued, presque toutes ne possèdent qu'un seul minaret, haute tour en tronc de pyramide terminée par un lanternon non couvert que délimitent quatre pinacles aux angles (on ne peut manquer de songer aux tours à signaux, généralement par feux, que l'on trouve en Orient et dans les *ribāṭ*-s d'Occident). Ces minarets s'érigent sur la partie la plus élevée de la cité, laquelle est entourée de remparts.

Ghardaïa*

- 85 Ghardaia nous offre le type saisissant d'une ville développée à partir d'un noyau central, cœur de la cité, puis d'enceintes circulaires successives plus ou moins déformées qu'une vue aérienne révèle très nettement (v.p. 72, Mercier, 2^e édition).
- 86 Le centre de la ville (*Animas n ar'rem*) est naturellement le noyau le plus ancien. On doit pouvoir le dater de 437 = 1046-47 compte tenu des restaurations et reconstructions indispensables. L'examen du plan actuel de la mosquée nous révèle un premier sanctuaire qui aurait compté deux ou trois allées parallèles au mur de la *qibla* et neuf nefs perpendiculaires à ce même mur, celle du centre étant plus large que les autres. Une cour trapézoïdale bordée de deux galeries à l'est et à l'ouest et d'une troisième au nord, conduisait à un petit minaret qui subsiste encore à proximité de la grande tour actuelle, vers le nord-ouest. On ne peut douter que ce premier sanctuaire préluda à la construction des autres bâtiments de la première cité. Le voûtage d'arête si caractéristique dans l'architecture religieuse du XI^e siècle, nous incite à le penser, la logique historique également, les Ibāḍites étant bien connus pour leur fanatisme

religieux. On pourra noter, à l'intérieur du sanctuaire, une pièce réservée à la *ḥalqa des 'Azzāb* (v. plus loin).

Plan de Ghardaïa (dessin L. Golvin)

- 87 Autour de la mosquée se groupèrent, serrées les unes contre les autres, refermées sur d'étroites cours en patio, les demeures des nouveaux arrivants, préparant en quelque sorte l'exode définitif des parents de Sadrāta. Une enceinte fortifiée, en forme d'ovale déformé protégeait cette sorte de nid d'aigle auquel, apparemment, on accédait par deux portes, l'une au sud-est, l'autre au nord, en direction de l'oued, c'est-à-dire des jardins. Elle comptait environ 130 mètres de long et 70 mètres de large, quelques bains existaient à proximité du sanctuaire, des écoles se trouvaient autrefois dans la mosquée et dans son voisinage immédiat. Qui étaient ces premiers occupants venant chercher un nouvel abri auprès de peuplades sans doute peu hostiles et assez perméables aux doctrines nouvelles ? On imagine assez bien qu'il y avait parmi eux quelques missionnaires rompus à la dialectique. Si l'on en juge par l'aspect actuel de cette embryon de ville, une seule voie étroite traversait en dédales l'agglomérat des maisons resserrées, voie qui aboutissait naturellement à la mosquée, mais aussi à la place du marché sans doute hors-les-murs pour éviter que le sol sacré soit souillé par une population étrangère.
- 88 Il est probable que c'est vers 470 = 1078, au moment où l'exode des réfugiés chassés de Sadrāta arriva au Mzab, que l'enceinte primitive fut doublée d'une seconde à peu près parallèle et à environ 20 mètres de la première.
- 89 Plus tard, il fallut encore agrandir la cité et créer une nouvelle enceinte, les précédentes devenant des boulevards circulaires. Cette fois l'ovale se déformait vers l'est où s'implantait le quartier juif et vers l'ouest où s'installaient les familles malikites ; des voies rayonnantes, en partie voûtées, traversaient les boulevards, orientées aux quatre points cardinaux. Déjà, le plan de la ville apparaissait comme celui d'une vaste toile d'araignée. Sans doute, cet accroissement date-t-il des environs de 854-862 = 1450-1458, époque où l'on signale l'arrivée de Djerbiens accompagnés de quelques familles juives qui fondent le *mağlis* du *ṣayḥ Ammi Sa'id*. La grande place du marché actuel daterait également du xv^e siècle J.-C. Elle fut conçue hors-les-murs pour

faciliter les échanges commerciaux entre Ibâdites et autres commerçants musulmans ou non. Autrefois, la *ġama'a* ou conseil des anciens se réunissait là, dans une ellipse formée de vingt-cinq pierres empruntées à des tombes provenant des divers cimetières, posées en 862 = 1458 ; c'était la *ḥawiṭa* (*ḥuwaita*).

- 90 Par la suite, la ville se développa toujours selon un plan concentrique que seules les constructions modernes déformèrent quelque peu.

Quelques bordjs dont celui bien connu de Bābā Ṣālah ainsi que des postes de guet protégeaient les abords de la ville dont les fortifications, dotées de bastions, étaient l'objet de soins constants.

Des cimetières entourent la ville, chacun étant réservé à des fractions différentes de population, groupant ses morts autour d'un ancêtre commun, ségrégation qui excluait toute confusion même au-delà de la mort.

Vers l'ouest, à 2 km en amont de l'oued, l'oasis de 60 000 palmiers fournit à la cité légumes, fruits, bois de chauffage et de construction dont elle a besoin et aussi la chair des troupeaux qui pâturent à proximité, là où ils peuvent. Les habitants de Ghardaïa y possèdent quelques villas où ils aiment venir se reposer et fuir la chaleur torride de la Chebka et des rues ou maisons de la ville.

- 91 Sur les 14 000 habitants, dont le nombre ne semble pas s'accroître en raison surtout de l'émigration vers le nord, on compte environ 8 000 ibāḍites et 6 000 malikites. La population juive a pratiquement disparu depuis l'indépendance.

Beni Isguen*

- 92 Certains auteurs modernes pensent que Beni Isguen aurait pu précéder Ghardaïa de quelques années et ils semblent croire que sa fondation daterait des alentours de 1050 J.-C. Des sources locales actuellement mieux connues nous inciteraient à imaginer que la cité serait née de la fusion de cinq villages : Tafilelt (sur le sommet) Tirichine, Bou Kiaou (près du barrage), Morqi en face de Bou Noura et Agennounaï après le barrage.

- 93 Bou Kiaou aurait, selon ces sources, été fondée en 575 = 1180 par Abū Yaḥyā b. Abī 1-Qāsim al-Fursatī.

En 615 = 1218 (?) une partie des habitants de Bou Kiaou formèrent un second village : Agennounaï.

Par la suite, vers 630 = 1233, Tirichine aurait été créé par une fraction des Agennounaï.

En 646 = 1248 (?), les trois villages s'agrandissent d'un quatrième : Murqi.

Enfin, en 720 = 1320-21, on aurait vu naître le dernier village Tafilelt.

Ce serait vers cette date que la fusion des villages se serait opérée, donnant naissance à Beni Isguen (Ḍū al-Ḥiġġa 720 = 2 janvier 1321).

Peut-être est-ce alors que fut construite l'enceinte avec sa fameuse tour de guet dite de Boulila sur le point culminant du site ?

Il faut bien avouer cependant que ces textes sont en général assez peu clairs et souvent difficiles à interpréter.

- 94 Comme les autres villes du Mزاب, Beni Isguen s'élève sur les flancs et le sommet d'une butte tandis que son marché, intra-muros, se trouve à la partie la plus basse, près de la porte fortifiée, en face de Bou Noura.

Au XVI^e siècle J.-C, la ville se serait agrandie grâce à des éléments de population venus de Ghardaïa.

Devenue ville sainte du Mزاب, Beni Isguen se caractérise par un puritanisme très

particulier qui interdit aux hommes de fumer dans les rues et qui ferme ses portes aux noctambules et aux ivrognes.

- 95 Conçue sans plan préalable, la cité offre, comme Ghardaïa, un cœur que nous sommes tentés de qualifier de « spirituel ». Mosquée plusieurs fois agrandie de plan assez confus avec un local pour la *ḥalqa* des 'Azzāb-s, avec ses maisons réservées aux *ṭulba*-s, son école coranique, forment une sorte de vaisseau au centre de la ville, entouré de rues étroites qui, probablement marquent les limites d'une première cité essentiellement religieuse. Des venelles, tortueuses, bien pavées, s'élèvent par degrés des remparts actuels de la ville vers le sanctuaire et vers la tour de Boulila.
- 96 Sans offrir la régularité du plan de Ghardaïa, celui de Beni Isguen s'accorde assez mal avec les données nébuleuses de son histoire. Il semble bien, en fait, que le centre spirituel juché au centre de la colline, représente la partie la plus ancienne, le berceau de la future ville qui aurait pu ensuite s'agrandir, par annexion, des divers quartiers (villages), probablement alors extra-muros, mentionnés plus haut, annexion qui aurait conduit à l'enceinte actuelle. Le processus de développement de la ville serait donc assez semblable à celui de Ghardaïa et, à quelques années près, les deux foyers spirituels pourraient être contemporains, en dépit de la tradition locale.

Melika

- 97 La ville de Mélika (3 000 habitants en 1960) aurait été fondée dès 395 = 1004 par le Ṣayḥ ibāḍite Bayaḥmad, lequel, originaire du Djebel Nafūsa, aurait vécu à Sadrāta quelques années puis se serait rendu ensuite à Mendas, Miliana et Médéa. Il serait arrivé au Mzab accompagné de quarante chauffourniers (faḥḥār), sans doute des plâtriers et des potiers qui auraient installé leurs fours au bas de la falaise où devait s'élever Mélika ; ces fours subsistent encore de nos jours à l'état de ruines. Au même endroit fut construite une mosquée dont on peut encore voir les vestiges et le *maḡlis* du Ṣayḥ Bayaḥmad, lieu où se réunissaient les *Iazzaben* quand ils avaient à juger un meurtrier, c'est-à-dire à fixer le montant de la *diya* (prix du sang) ou à infliger la loi du talion. Cette cité (*Aghrem Waddai*) aurait été détruite en 517 = 1123 par les ūlad 'Abd Allāh originaires de Derna (Tripolitaine) et une nouvelle ville (Mélika) reconstruite sur la falaise à son emplacement définitif par divers groupes ibādites (B. Warrū, B. Muṭūr, B. Alwān ba Slīmān).
- 98 Par la suite, et pour éviter les continuels conflits, il y eut échange de population entre Mélika et Métlili en sorte que la ville actuelle compte un nombre assez important de Chaamba-s* (récit de Si al-Ḥaḡḡ, Cadi de Mélika, recueilli en 1921 par Mercier). Ces Chaamba-s occupent le quart de la ville voisin de la porte dite Ben Trach. C'est pour cette raison que les habitants actuels de Mélika possèdent de nombreux jardins dans la palmeraie de Métlili des Chaambas.
- 99 Étendue sur une sorte de plateau qui surplombe l'oued Mzab, Mélika se développe en forme de trapèze dont la grande base serait un arc de cercle. La mosquée et son minaret du même type que ceux de Ghardaïa et de Beni Isguen, occupent à peu près le centre de la cité où l'on note une artère principale nord-sud.
- 100 Moins régulier que celui de Ghardaïa, le plan de Mélika offre vers le nord-est un dispositif de ruelles et de maisons se développant en éventail qui n'est pas sans rappeler les rues concentriques et parallèles de Ghardaïa.

- 101 L'agglomération compte 3 000 habitants (1960); chiffre approximatif. L'élément mozabite prédomine avec environ 1 600 âmes, mais il est assez concurrencé par les musulmans non ibāḍites (Malikites) la plupart originaires de Métlili. Ses cimetières se trouvent au nord et à l'est parties qui demeurent reliées au plateau ; l'un d'eux se trouve à l'intérieur de l'agglomération, anomalie qu'on ne retrouve pas dans les autres villes de la pentapole.

Bou Noura*

- 102 Environ 1 800 habitants en 1960. A l'exception de quelques familles malikites, la population est entièrement mozabite.
Construite sur la falaise escarpée de l'oued Mzab par une fraction des Banu Maṭār de Ouargla, Bou Noura dont la ligne de hauts remparts a été occupée par des maisons d'habitation, s'élève régulièrement sur un piton couronné par les vestiges d'une ancienne mosquée en partie ruinée ; il reste encore un plan du minaret carré identique à ceux que nous avons déjà décrits. Une enceinte fortifiée renforcée de solides bastions entoure le quartier supérieur pratiquement abandonné. Sans doute s'agit-il là de la première cité fondée par les Ibāḍites.
- 103 Contrairement aux autres cités, la mosquée occupe la partie basse de la ville près du lit de l'oued et son minaret ne domine pas le paysage. Cette position excentrique ne peut s'expliquer que par des troubles politiques qui ont vu la ruine de la véritable cité et le déplacement de l'autorité vers un faubourg.

El-Atteuf

- 104 2 700 habitants en 1960 dont les 9/10^e sont mozabites et le reste malikite.
Si l'on en croit une chronique locale recueillie par le R.P. David, El-Atteuf aurait été fondée vers le début du IV^e-X^e siècle, mais il s'agit sans doute de l'Aghrem n'Tolosdit, village qui, par sa fusion en 403 = 1012-13, avec deux autres villages : Aghrem Oughira et Aghrem Soula ou El, devait devenir la ville actuelle. Cette fédération fut l'œuvre, dit-on, d'une fraction d'ibāḍites venus de l'oued Diya.
Il s'en suit l'existence assez rare au Mzab de trois mosquées.
C'est la plus éloignée des cités en aval de l'oued Mzab. Sa situation géographique n'est pas sans constituer pour elle un sérieux handicap qu'accentuent encore des possibilités de crues de l'oued qui peuvent se révéler catastrophiques pour l'oasis et les demeures environnantes.
Sa palmeraie compte environ 15 000 palmiers.

Guerrara et Berrian

- 105 Des deux cités excentriques, la lointaine Guerrara (100 km de Ghardaïa) est la plus importante (8 000 habitants environ en 1960).
- 106 Créée en 1041 = 1631 par les Ulad Makha venus de Ghardaïa et de Mélika, sa population se partage entre berbères et arabes, les premiers étant les plus nombreux. Son oasis de 45 000 palmiers, parcourue par les eaux de l'oued Zegrir dont les crues fertilisent les jardins, constitue la richesse essentielle de cette cité dont le caractère excentrique par

rapport à la pentapole lui vaut d'avoir un des marchés quotidiens des plus animés où se rencontrent Larbaa, Ulad Naïls et nomades venus de Touggourt et de Biskra.

- 107 Voici quelques années, Guerrara fut le centre du mouvement moderniste mozabite. Berrian qui comptait 5 000 habitants en 1960, aux trois quarts mozabites, fondée en 1101 = 1690, est établie sur la route de Ghardaïa à Laghouat, à 45 km de la première cité. Elle doit sa fortune à deux fractions d'ibāḍites chassés de Ghardaïa. Son oasis forte de 45 000 palmiers est très fertile et permet de riches cultures. Ville étape, elle offre un marché important aux nomades.

Vue de Berrian (Photo G. Camps)

L'administration de la cité

- 108 Les études faites jusqu'ici sur l'administration traditionnelle de la cité mozabite l'ont été à des périodes récentes, pendant la présence française. Elles ne sont sans doute alors que le reflet d'un passé assez mal connu, survivances anachroniques presque en marge de l'administration coloniale, militaire d'abord, civile ensuite qui soumettaient le mzab à la règle commune tout en essayant de tenir compte de particularités ou réalités locales et de coutumes ancestrales trop bien ancrées pour être aisément balayées.
- 109 Il n'est peut-être pas inutile alors de se retourner vers le passé, et d'interroger les textes arabes relatifs à l'organisation de Tāhart, capitale des Rustumides, ancêtres des Mozabites. Nous rappellerons que cette organisation s'étendait jusqu'au Djebel Nafūsa ; elle fut, à n'en pas douter, celle de Sadrāta après l'abandon de Tāhart, et fort probablement celle des premières communautés ibāḍites du Mzab.
- 110 A Tāhart donc, le chef de la communauté portait le titre d'*Imām*. L'*imāmat* fonction élective, était, en fait, héréditaire par le biais du *consensus* populaire accordé régulièrement au « dauphin » désigné du vivant de l'*Imām* et choisi par lui.

- 111 Le chef de la communauté, qui devait répondre à des exigences explicitement définies quant à ses mérites, est contrôlé de très près par une assemblée de clercs ou *mašayḥ-s* « spécialistes des sciences sacrées, gardiens de la stricte observance » (G. Marçais).
- 112 Guide spirituel et véritable souverain en dépit de l'étroite surveillance des clercs chargés surtout de veiller à la stricte observance de la Loi islamique, l'*Imām* nomme les gouverneurs de provinces éloignées (en fait, il entérine la volonté de l'élite religieuse locale), il est secondé par quelques conseillers parfois appelés vizirs, il nomme le cadi sur l'avis de ses conseillers et surtout de l'assemblée des clercs. Ce fonctionnaire a la responsabilité de l'administration de la cité. Le cadi, dont l'autorité est très grande, délègue une partie de ses pouvoirs 1. à un chef de police qui, aidé de ses auxiliaires, veille à la tranquillité de la ville et à la moralité de ses habitants, 2. à un contrôleur de marché chargé de surveiller le souk « il ordonnait le bien » dit Ibn al-Šaḡir et « interdisait le mal ».
- 113 A côté du Cadi se tenait le préposé au *Bayt al-Māl* ou trésor de la communauté. D'autres personnages influents : riches commerçants, chefs de tribus, gravitaient autour de l'*Imām* avec des fonctions mal définies, mais il était difficile de ne pas tenir compte de leur avis ou de leurs exigences.
- 114 Les chroniques locales du Mزاب nous donnent les noms de chefs ou *Mašayḥ-s* des diverses villes de la pentapole, de Ghardaïa, de Beni Isguen et de Mélika en particulier. Ils apparaissent comme les véritables gouverneurs de la cité, sans doute étaient-ils élus dans des conditions mal connues ; il semble qu'ils aient été surtout choisis parmi les étrangers (entendons par là des Ibāḍites venus d'autres régions, ceci, afin d'éviter la mainmise d'une fraction sur l'ensemble de la population).
- 115 Nous n'avons pas trouvé d'allusion à un *Imām* qui aurait commandé à l'ensemble de la communauté ibāḍite. En fait, les cinq villes paraissent s'être auto-administrées sans liens entre elles. Au reste chacune d'elles, Ghardaïa et Beni Isguen surtout étaient divisées en *çoff-s** hostiles les uns aux autres.
- 116 L'administration paraît en quelque sorte bicéphale. Les '*azzāb-s* cloîtrés à la *ḥalqa* et les *ṭulba-s* ayant à leur tête leur *šayḥ* définissaient, au nom des plus purs principes islamiques dans des conventions ou « *ittifaqat* », les règlements de police dont l'exécution était confiée à une assemblée : la *ḡama'a*, composée d'anciens, élus dans les différentes familles et représentant les *çoff-s*, voire les tribus voisines. A leur tête se trouvait le *ḥakim*.
- 117 La *ḡama'a* des *ṭulba-s* se réunissait dans une annexe de la mosquée, la *ḥalqa* des '*azzāb-s*. L'assemblée des notables ou *ḡama'a* des '*Awān* se réunissait sur la place du marché. A Ghardaïa, le lieu de réunion était la *ḥuwayṭa* (ou vulgairement la *ḥawiṭa*), ellipse déterminée par vingt-cinq ou vingt-six pierres provenant des cimetières et représentant, sans doute, les grandes familles de la ville.
- 118 Le cadi, responsable de l'administration de la cité, était nommé parmi les clercs ('*azzāb-s* ou *ṭulba-s*). Il jugeait selon le droit coranique le plus strict et selon les *ittifaqat*, recueil écrit des coutumes qui pouvait être modifié, suivant besoin, uniquement par l'assemblée des clercs.
- 119 La police proprement dite était du ressort du *ḥakim*, elle possédait elle aussi sa *ḡama'a* dite des *mekari-s*, dont le rôle, assez ambigu conduisait souvent à des abus de pouvoir.
- 120 Le *ḥakim* était chargé des fonctions de prévôt des marchands, mais le titre, bien connu ailleurs de *muḥtasib* n'est mentionné nulle part au Mزاب. Il en allait d'ailleurs de même

à Tāhart.

Cette organisation, insuffisamment connue, a naturellement évolué, tout d'abord sous l'administration française, ensuite depuis l'indépendance.

BIBLIOGRAPHIE

G. Camps

BERTHIER A. et CHARLIER R., *Le sanctuaire punique d'El Hofra à Constantine*, Paris, A.M.G., 1955.

CAMPS G., *Massinissa ou les débuts de l'Histoire*, Alger, Imp. off., 1961.

CAMPS G., « Les Numides et la civilisation punique », *Antiquités africaines*, t. 14, 1979, pp. 43-53.

CHAKER S., « A propos de la terminologie libyque des titres et fonctions », *Annali Istituto univ. orient.*, vol. 46, 1986, p. 541-562.

CHARLES-PICARD G., « *Civitas mactaritana* », *Karthago*, t. VIII, 1957.

FÉVRIER J., « La constitution municipale de Dougga à l'époque numide », *Mélanges de Carthage offerts à Ch. Saumagne*. Paris, Geuthner, 1964-1965, p. 85-91.

FÉVRIER P.-A., « Origines de l'habitat urbain en Maurétanie césarienne », *Journal des Savants*, avril-juin 1967, p. 107-123.

GSELL S., *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, t. V, p. 250-282.

HORN H.G. et RÜGER Chr. B. (direct), *Die Numider*, Bonn, R. Habelt, 1979.

MAZARD J., *Corpus nummorum Mauretaniaeque Numidiae*, Paris, A.M.G., 1955.

POINSOT C., « Suo et Sucubi », *Karthago*, t. X, 1959-1960, p. 93-129.

VUILLEMOT G., *Reconnaissances aux échelles puniques d'Oranie*, Autun, Musée Rollin, 1965.

J. Gascou

CHASTAGNOL A., *L'album municipal de Timgad*, Bonn, 1978.

CHASTAGNOL A., « A propos du droit latin provincial », *Iura*, 38, 1987 [1990], p. 1-24.

DESANGES J., éditeur de Pline l'Ancien, *Histoire Naturelle, Livre V, 1-46. 1^{er} partie (l'Afrique du Nord)*, C.U.F., Paris, 1980 (commentaire très important pour le statut des villes africaines jusqu'à la fin du règne d'Auguste).

DESANGES J., « Le statut des cités africaines chez les géographes et dans les itinéraires de l'Empire romain », *Latomus*, 49, 1990, p. 816-825.

GASCOU J., *La politique municipale de l'Empire romain en Afrique proconsulaire de Trajan à Septime-Sévère*, Rome, 1972.

GASCOU J., « La politique municipale de Rome en Afrique du Nord, I – De la mort d'Auguste au début du III^e siècle. II – Après la mort de Septime-Sévère », *ANRW, II, Principat*, t. 10, 2, p. 136-320.

GASCOU J., « La praefectura iure dicundo dans les cités de l'Afrique romaine », *L'Afrique dans l'Occident romain* (i^{er} siècle av. J.-C. – iv^e siècle ap. J.-C.), Actes du Colloque organisé par l'École française de Rome sous le patronage de l'Institut national d'archéologie et d'art de Tunis (Rome, 3-5 décembre 1987), Rome, 1990, p. 367-380.

JACQUES F., *Le privilège de liberté politique impériale et autonomie municipale dans les cités de l'Occident romain* (161-244), Rome, 1984.

JACQUES F., « La questure municipale dans l'Afrique du Nord romaine », *BCTH*, n.s., 17B, 1981 [1984], p. 211-224.

JACQUES F. et SCHEID J., *Rome et l'intégration de l'Empire, 44 av. J.-C. – 260 ap. J.-C.*, t.I, *Les structures de l'Empire romain*, Nouvelle Clio, L'histoire et ses problèmes, Paris, 1990, p. 219-269.

KOTULA T., « Snobisme municipal ou prospérité relative ? Recherches sur le statut des villes africaines sous le Bas-Empire romain », *Antiquités Africaines*, 8, 1974, p. 111-131.

KOTULA T., « Les Augustales d'Afrique », *BCTH*, n.s., 17B, 1981 [1984], p. 345-358.

LADAGE D., *Städtische Priester- und Kultämter im lateinischen Westen des Imperium Romanum zur Kaiserzeit*, Cologne, 1971.

LASSÈRE J.-M., *Vbique populus. Peuplement et mouvements de population dans l'Afrique romaine de la chute de Carthage à la fin de la dynastie des Sévères* (146 a.C. – 235 p.C), Paris, 1977.

LEPELLEY C., *Les cités de l'Afrique romaine au Bas-Empire*, t.I. *La permanence d'une civilisation municipale*, t. II, *Notices d'histoire municipale*, Paris, 1979-1981 (très important pour les villes africaines à l'époque tardive).

PFLAUM H.-G., « La romanisation de l'ancien territoire de la Carthage punique à la lumière des découvertes épigraphiques récentes », *Antiquités Africaines*, 4, 1970, p. 75-117 = *L'Afrique romaine*, Paris, 1978, p. 300-344.

PICARD G.-Ch., « Le pagus dans l'Afrique romaine », *Karthago*, t. 15, 1969-1970, p. 3-12.

POINSSOT C., « *Immunitas perticae Carthaginensium* », *CRAI*, 1962, p. 55-75.

TEUTSCH L., *Das Städtewesen in Nordafrika in der Zeit von C. Gracchus bis zum Tode des Kaisers Augustus*, Berlin, 1962 (important, mais contestable pour la période républicaine).

A. Raymond

BENNASSAR B. et L., *Les chrétiens d'Allah*, Paris, 1989.

BONO S., / *Corsari barbareschi*, Turin, 1964.

BOYER P., *La vie quotidienne à Alger*, Paris, 1963.

BRUNDSCHVIG R., *La Berbérie orientale sous les Hafssides*, Paris, 2 vol. , 1940-1947.

CHERIF M.-H., *Pouvoir et société dans la Tunisie de Husayn b. 'Ali*, Tunis, 2 vol. , 1984-1986.

COLOMBE M., « Contribution à l'étude du recrutement de l'odjaq d'Alger », *Revue Africaine*, t. 87, 1943, p. 166-183.

CRESTI F., « Alger à la période turque », *ROMM*, 44, 1987, p. 125-133.

DAOULATLI A., *Tunis sous les Hafssides*, Tunis, 1976.

DENY J., « Les registres de solde des Janissaires », *Revue Africaine*, 61, 1920.

GOLVIN L., « Le legs des Ottomans dans le domaine artistique », *ROMM*, 39, 1985.

- GRAMMONT H. de, *Histoire d'Alger*, Angers, 1887.
- HENIA A., « Prisons et prisonniers à Tunis vers 1762 », *RHM*, 31-32, 1983.
- HOEXTER M., « La *shunta*... à Alger », *Studia Islamica*, 56, 1982.
- LATHAM D., « Towards a Study of Andalusian Immigration », *Cahiers de Tunisie*, 19-20, 1957.
- LAUGIER DE TASSY, *Histoire des États barbaresques*, Paris, 1757, 2 vol.
- LE TOURNEAU R., *Les villes musulmanes de l'Afrique du Nord*, Alger, 1957.
- LÉON L'AFRICAIN, *Description de l'Afrique*, A. Epaulard éd., Paris, 1956, 2 vol.
- LESPES R., *Alger*, Paris, 1930.
- MANTRAN R., éd., *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, 1989.
- MARÇAIS G., « L'urbanisme musulman », Cinquième congrès de la Fédération des Sociétés Savantes, Alger, 1940.
- MARÇAIS G., *Tlemcen*, Paris, 1950.
- Mercier E., *Constantine avant la conquête française*, Constantine, 1878.
- NOUSCHI A., « Constantine à la veille de la conquête française », *Cahiers de Tunisie*, 11, 1955.
- PIGNON J., « La milice des Janissaires de Tunis », *Cahiers de Tunisie*, 15, 1956.
- RAYMOND A., « Les caractéristiques d'une ville arabe "moyenne"... Constantine », *Cahiers de Tunisie*, 137-138, 1986.
- RAYMOND A., « Le centre d'Alger en 1830 », *ROMM*, 31, 1981, p. 73-84.
- RAYMOND A., *Grandes villes arabes à l'époque ottomane*, Paris, 1985.
- REVAULT J., *Palais et demeures de Tunis*, Paris, 1967-1978, 4 vol.
- SEBAG P., *Tunis au XVII^e siècle*, Paris, 1989.
- TOUATI H., « Les corporations de métiers à Alger », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 47-48, 1987.
- VENTURE DE PARADIS J.-M., *Tunis et Alger au XVIII^e siècle*, Paris, 1983.
- ZOUARI A., *Les relations commerciales entre Sfax et le Levant*, Tunis, 1990.

L. Golvin

Sources

- Ibn Ṣagīr, *Chronique*. Texte et trad. Motylinski, *Actes du XIV^e Congrès International des Orientalistes*, 1905, pp. 3 à 132.
- ABU ZAKARIYA, *Chronique*, Alger, 1879, Nelle, trad. R. le Tourneau et Ch. Dallet sous le titre : « La chronique d'Abū Zakariyyā », *Revue Africaine*, t. CIV, 1^{er} et 2^e trim. 1960, pp. 99 à 172, t. CIV, 3^e et 4^e trim. 1960, pp. 322 à 390, t. CV, 1^{er} et 2^e trim. 1961, pp. 117 à 176, t. CV, 3^e et 4^e trim. 1961 (trad. R.H. Idris) 2^e partie inédite, pp. 323 à 374.
- AL-ŠAMMAḤI, *Kitāb al-Siyar*, Copie lithographiée, La Caire, 1301.
- al-DARDJĀNĪ, *Kitāb Tabaqat al-Mašayḥ*, photocopie, Université d'Alger, f° 9.
- AMR AL-DJĀMĪ, 'Aqidat al-Tawḥīd, trad. franc., *La 'Aqida des Ibādites*, Recueil des mémoires et de textes, XIV^e Congr. Intern. des Orientalistes, texte, p. 508, trad. p. 519.

al-BAKRI, Ed. et trad, sous le titre : *Description de l'Afrique septentrionale par Abou-Obeid-El-Bekri*, par M.G. de Slane, Alger, 1911-1913, réédition A. Maisonneuve, 1965.

Études

Atlas régional des départements sahariens, Alger, avril 1960.

AUCAPITAINE, *Les Beni Mzab*, Paris, 1867.

BLAUDIN DE THE B., *Essai de Bibliographie du Sahara français*, Alger, 1959.

BONETE Y., « Contribution à l'étude de l'habitat au Mzab », *Cahiers des Arts et Techniques de l'Afrique du Nord*, 1959, p. 1 à 10.

CHEVRILLON A., *Les puritains du désert*, Paris, Pion, 1927.

CHIKH BEKRI, « Le Kharijisme berbère », *Annales de l'Inst. d'Ét. Orientales d'Alger*, t. XV, 1957, p. 55 et ss.

DAUMAS Général, *Le Sahara algérien*, Paris, 1845.

Documents Algériens, n° 16, 30 août 1955, n° 17, 30 septembre 1955, n° 23, 20 novembre 1958.

DUVEYRIER H., « Notice sur les Beni Mnasser, les Zaouaoua, les Mozabites et les Touareg Azdjer », in *Zeitschrift den deutschen Moegenlandischen Gesellschaft*, t. XII, 1858.

DUVEYRIER H., « Notice sur le schisme ibâdhite », *Bull. Soc. de Géogr.*, juillet 1878.

MARCAIS G., et DESSUS-LAMARE A., « Tihert-Taghdemt », *Rev. Afr.*, n° 406-409, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e trim., 1946.

MARCAIS G., *La Berbérie musulmane et l'Orient au Moyen Age*, Paris, Aubier, 1946, pp. 101 et ss.

MASQUERAY E., « Les chroniques du Mzab », *Bull. Soc. Géogr.*, juillet 1878.

MASQUERAY E., *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie*, Paris, 1886, Nelle édition, Edisud, 1983.

MERCIER M., *La civilisation urbaine au Mzab*, Alger, 1922, réédité en 1932.

MILLIOT L., « Recueil de délibérations des Djemâa du Mzab », *Rev. des Études Islamiques*, 1930.

MOTYLINSKI, *Notes historiques sur le Mzab*, Alger, 1887.

RAVEREAU A., *Le M'zab, une leçon d'architecture*, Paris, Sindbad, 1981, 282 p.

ROCHE M., *Le M'zab*, Paris, Arthaud, 1970.

SCHACHT J., « Notes mozabites », in *Al-Andalus*, vol. XXII, t.I, 1957.

TRISTRAM, *the great Sahara*, Londres, 1860.

WATIN, *Les Tolbas du Mzab*, Alger, 1913 (archives).

ZEYS, Droit mozabite, *Rev. Alg. de Législ. et de Jur.*, 1887-1888.

INDEX

Mots-clés : Antiquité, Architecture, Histoire, Turc, Ville